

Commission  
des droits de la personne  
et des droits de la jeunesse

Québec

A11D76  
E88  
2004/05  
QL  
P. gouv.

## ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

COMMISSION DES DROITS DE  
LA PERSONNE ET DES DROITS  
DE LA JEUNESSE

AVRIL 2004



360, rue Saint-Jacques, 2<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5  
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373  
Téléscripneur : (514) 873-2648 Web : [www.cdpedj.qc.ca](http://www.cdpedj.qc.ca)

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### TABLE DES MATIÈRES

---

#### **1 - Renseignements généraux**

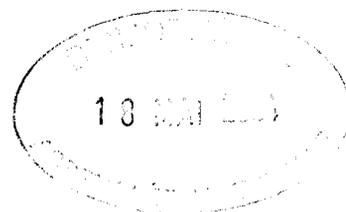
- Liste des membres de la CDPDJ.....Page 1
- Liste des bureaux de la CDPDJ .....Page 2
- Mission et responsabilités .....Page 3

#### **2- Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux**

Page 7 à 48

#### **3- Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle**

- Droits de la personne.....Page 49 à 64
- Programme d'accès à l'égalité .....Page 56 à 63
- Protection de la jeunesse .....Page 65 à 71



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**1- Renseignements généraux**

**LISTE DES MEMBRES DE LA  
COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM	DATE DE NOMINATION
MAROIS, Pierre (Président)	13 août 2001
GIROUX, Céline (Vice-présidente)	20 décembre 2000
LEFEBVRE, Roger (Vice-président) *	26 juin 2001
CHABOT, Louis-Marie (Commissaire)	29 novembre 1995
CHÉNIER, François (Commissaire)	29 novembre 1995
DOUYON, Emerson (Commissaire)	7 juin 1999
DUPLÉ, Nicole (Commissaire)	5 août 1996
FOURNIER, Louise (Commissaire)	29 novembre 1995
GIROUX, Martial (Commissaire)	29 novembre 1995
GRENIER, Danielle (Commissaire)	7 juin 1999
MYRE, Jocelyne (Commissaire)	29 novembre 1995
RAYMOND, Diane F. (Commissaire)	5 août 1996
ROULEAU, Michèle (Commissaire)	5 août 1996

\* Monsieur Lefebvre a été nommé président de la Commission de protection du Territoire agricole du Québec et est entré en fonction le 26 avril 2004

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE  
ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**SIÈGE SOCIAL  
ET  
BUREAUX RÉGIONAUX**

**CHICOUTIMI**

227, rue Racine Est  
Bureau 1.05  
CHICOUTIMI (Québec)  
G7H 7B4

**VAL D'OR**

1200, 8<sup>e</sup> rue  
bureau 101  
VAL D'OR (Québec)  
J9P 3N7

**HULL**

170, rue Hôtel-de-Ville  
Bureau 8.600  
GATINEAU (Québec)  
J8X 4C2

**SAINT-JÉRÔME**

227, rue St-Georges  
bureau 202  
SAINT-JÉRÔME (Québec)  
J7Z 5A1

**LONGUEUIL**

99, Place Charles-Le Moynes  
Bureau 105  
LONGUEUIL (Québec)  
J4K 4Y9

**SEPT-ÎLES**

456, rue Arnaud  
Bureau 1.06  
SEPT-ÎLES (Québec)  
G4R 3B1

**QUÉBEC**

575, rue Saint-Amable  
Bureau 4.31  
QUÉBEC (Québec)  
G1R 6A7

**SHERBROOKE**

375, rue King Ouest  
Bureau 1.05  
SHERBROOKE (Québec)  
J1H 6B9

**RIMOUSKI**

337, rue Moreault  
2<sup>e</sup> étage, bureau 2.15  
RIMOUSKI (Québec)  
G5L 1P4

**TROIS-RIVIÈRES**

100, rue Laviolette  
Bureau 100  
TROIS-RIVIÈRES (Québec)  
G9A 5S9

**MONTRÉAL (SIÈGE SOCIAL)**

360, rue St-Jacques,  
2<sup>e</sup> étage  
MONTRÉAL (Québec)  
H2Y 1P5

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### La mission :

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse prend assise dans une loi fondamentale, la *Charte des droits et libertés de la personne* (L.R.Q., c. C-12), dans la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) et dans la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics* (L.Q. 2000, c. 45).

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Charte des droits et libertés de la personne*, dont elle est fiduciaire, la Commission assure la promotion et le respect des principes qui y sont énoncés. Elle veille, par ailleurs, à l'application de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*.

Dans le cadre du mandat que lui confie la *Loi sur la protection de la jeunesse*, elle veille également, comme composante du système de protection de la jeunesse, au respect des droits reconnus par cette loi aux enfants dont la sécurité ou le développement sont compromis, ainsi qu'à la protection de leur intérêt. Cet élément de mission comprend aussi le respect des droits reconnus aux adolescents par la *Loi sur les jeunes contrevenants* (L.R.C., c. Y-1).

Depuis le 1er avril 2001, en vertu de la *Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics*, la Commission a pour mandats :

- De fixer le délai dans lequel tout organisme doit lui transmettre le rapport d'analyse de ses effectifs;
- De comparer la représentation des groupes visés œuvrant dans les organismes visés par la Loi avec leur représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement;
- De prêter assistance, sur demande, à l'élaboration d'un programme;
- De vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité aux exigences de la Loi et, le cas échéant, d'aviser les organismes des modifications qui doivent être apportées à leur programme;
- D'adresser des recommandations aux organismes en défaut de se conformer à des délais d'élaboration ou d'implantation d'un programme conforme à la Loi et, si ses recommandations ne sont pas suivies, de s'adresser au Tribunal des droits de la personne;
- De publier, tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

Par Décret gouvernemental, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du Gouvernement du Québec.

## **Les responsabilités :**

### **Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

#### ***Charte des droits et libertés de la personne***

**Article 71** La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte.

Elle assume notamment les responsabilités suivantes :

1° faire enquête selon un mode non contradictoire, de sa propre initiative ou lorsqu'une plainte lui est adressée, sur toute situation qui lui paraît constituer soit un cas de discrimination au sens des articles 10 à 19, y compris un cas visé à l'article 86, soit un cas de violation du droit à la protection contre l'exploitation des personnes âgées ou handicapées énoncé au premier alinéa de l'article 48;

2° favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés ou celui qui la représente, et la personne à qui cette violation est imputée;

3° signaler au Curateur public tout besoin de protection qu'elle estime être de la compétence de celui-ci, dès qu'elle en a connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

4° élaborer et appliquer un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

5° diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

6° relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

7° recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier, éventuellement en invitant toute personne ou groupement intéressé à lui présenter publiquement ses observations lorsqu'elle estime que l'intérêt public ou celui d'un groupement le requiert, pour faire au gouvernement les recommandations appropriées;

8° coopérer avec toute organisation vouée à la promotion des droits et libertés de la personne, au Québec ou à l'extérieur;

9° faire enquête sur une tentative ou un acte de représailles ainsi que sur tout autre fait ou omission qu'elle estime constituer une infraction à la présente Charte, et en faire rapport au Procureur général.

Partie 3, article 86 et suivants sur les Programmes d'accès à l'égalité.

Expertise conseil dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec.

**Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

***Loi sur la protection de la jeunesse***

**Article 23** La Commission exerce les responsabilités suivantes, conformément aux autres dispositions de la présente loi :

- a) elle assure, par toutes les mesures appropriées, la promotion et le respect des droits de l'enfant reconnus par la présente loi et par la Loi sur les jeunes contrevenants;
- b) sur demande ou de sa propre initiative, elle enquête sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi;
- c) elle prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où les droits d'un enfant sont lésés;
- d) elle élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant;
- e) elle peut, en tout temps, faire des recommandations, notamment, au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre de l'Éducation et au ministre de la Justice;
- f) elle peut faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de la Justice.

**Responsabilités de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en vertu de :**

***Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.Q. 2000, c. 45)***

**Article 6** La Commission peut imposer à tout organisme un délai pour la transmission du rapport d'analyse d'effectifs.

A défaut pour l'organisme de se conformer à ce délai, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne, lequel peut ordonner à l'organisme de transmettre le rapport dans le délai qu'il fixe.

**Article 7** Afin de déterminer s'il y a sous-représentation d'un groupe visé par la présente loi dans un type d'emploi, la Commission compare la représentation de ce groupe au sein des effectifs concernés de l'organisme avec sa représentation au sein des personnes compétentes ou aptes à acquérir cette compétence dans un délai raisonnable pour ce type d'emploi à l'intérieur de la zone appropriée de recrutement.

A cette fin, la Commission peut, après consultation de l'organisme, procéder par regroupement de types d'emploi.

**Article 8** La Commission avise l'organisme du résultat de cette comparaison par type ou par regroupement de types d'emploi.

**Article 12** La Commission, sur demande, prête son assistance à l'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.

**Article 15** La Commission vérifie la teneur d'un programme d'accès à l'égalité en emploi en tenant compte des éléments suivants :

1° l'importance des effectifs de l'organisme et le nombre de personnes dans un type ou regroupement de types d'emploi;

2° la disponibilité, pour chaque groupe visé, de personnes compétentes ou aptes à le devenir dans un délai raisonnable dans les effectifs de l'organisme ainsi que dans la zone appropriée de recrutement;

3° la sous-représentation, en nombre et en pourcentage, des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

4° l'augmentation ou la réduction prévue des effectifs au cours de la période couverte par l'échéancier;

5° le caractère raisonnable des objectifs quantitatifs poursuivis;

6° les mesures de redressement, les mesures d'égalité des chances, et le cas échéant, les mesures de soutien proposées;

7° les échéanciers du programme d'accès à l'égalité.

A cette fin, la Commission peut exiger d'un organisme tout renseignement ou document et faire les vérifications requises.

**Article 16.** La Commission peut demander à un organisme de modifier son programme d'accès à l'égalité en emploi si elle estime que :

1° les mesures proposées ne sont pas susceptibles de corriger la situation des personnes faisant partie de chaque groupe visé;

2° les objectifs quantitatifs poursuivis sont insuffisants eu égard à la disponibilité de personnes compétentes faisant partie de chaque groupe visé;

3° les échéanciers pour l'implantation des mesures ou l'atteinte des objectifs quantitatifs ne sont pas raisonnables.

Elle donne un avis motivé à l'organisme et lui indique le délai dans lequel son programme doit être modifié et lui être soumis de nouveau pour vérification.

**Article 17** Si la Commission estime qu'un organisme est en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi ou n'a pas modifié son programme conformément à son avis, elle peut lui faire des recommandations.

**Article 18** À défaut par un organisme de se conformer à une recommandation de la Commission, celle-ci peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne qui peut ordonner à l'organisme, dans le délai qu'il fixe, d'élaborer, de modifier ou d'implanter un programme d'accès à l'égalité en emploi.

Le programme est déposé devant ce Tribunal qui peut y apporter les modifications qu'il juge adéquates.

**Article 23** La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse publie, à tous les trois ans, la liste des organismes publics assujettis à la présente loi et fait état de leur situation en matière d'égalité en emploi.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

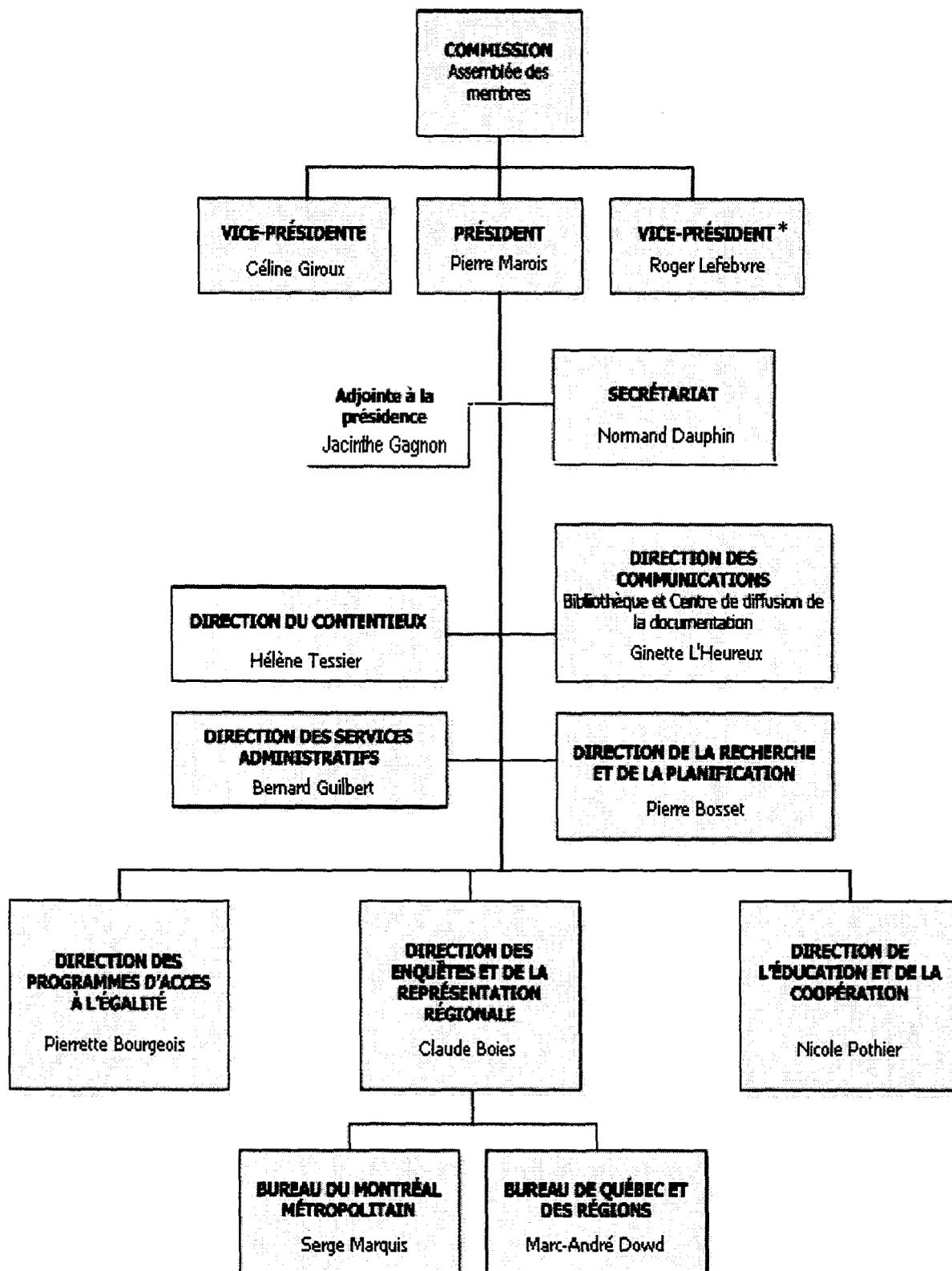
**2- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À  
TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES  
GOUVERNEMENTAUX**

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005

<i>Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse</i>		2002-2003	2003-2004	2004-2005
		Budget des dépenses	12 881.9	12 957.8
Moins : amortissement		45.8	87.8	87.8
Plus : investissements		265.0	214.0	321.0
<b>Crédits</b>		<b>13 101.1</b>	<b>13 084.0</b>	<b>13 191.0</b>
Ventilation par supercatégories				
<i>Budget des dépenses</i>	Rémunération	9 862.1	10 012.1	10 012.1
	Fonctionnement	3 019.8	2 945.7	2 945.7
	Transfert	—	—	—
		<b>12 881.9</b>	<b>12 957.8</b>	<b>12 957.8</b>
Effectif total		155	155	155
<i>Budget investissement</i>	Immobilisation	262.0	211.0	318.0
	Prêts, placements et avances	3.0	3.0	3.0
		<b>265.0</b>	<b>214.0</b>	<b>321.0</b>

\* Source : Budget des dépenses 2002-2003;2003-2004;2004-2005, volume II, « *Crédits des ministères et organismes* ».

2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone



Montréal : (514) 873-5146

Québec : (418) 643-1872

\* Monsieur Lefebvre a été nommé président de la Commission de protection du Territoire agricole du Québec et est entré en fonction le 26 avril 2004

3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)

Titre	Tirage	Coût	Imprimeur	Mode de distribution
<b>Réimpressions</b>				
Brochures La Charte des droits et ...	10 000 F 2 000 A	6 960 \$	Québécor World	Sur demande
Brochures + affiches Signaler, c'est déjà protéger	20 000 F 3 000 A	5 951 \$	Reprotech impr.	Sur demande
Affiches seulement	20 000 F 3 000 A	3 695 \$	Imprimerie Dumaine	
Bulletin externe Droits et Libertés – nov.2003	5 500 F	1 785 \$	Integria	Liste d'envois
Carton Les 3 D	5 000 F	350 \$	E PRINT IT	Sur demande et liste d'envois
Cartons d'invitation + formulaires Prix Droits et Libertés	4 000 F 3 000 F	286 \$ 446 \$	Reprotech impr.	Liste d'envois
Dépliants Guide anti-discrimination pour louer un logement Couverture – CD	10 000 F 150 F	2 108 \$ 127 \$	Reprotech impr.	Sur demande et liste d'envois
Dépliants Vous soupçonnez qu'une pers. âgée ... Appelez-nous!	20 000 F	2 500 \$	Houston Press inc.	Liste d'envois et sur demande
Dépliants La rencontre Québécois-autochtones Bannière	2 000 F 1 F	728 \$ 253 \$	Reprotech imp. Production JG inc.	Sur demande
Fascicules Mythes et réalités autochtones > Subvention (29 806\$) > CDPDJ (872\$)	9 000 F 3 000 A	30 678 \$	Transcontinental inc.	Liste d'envois et sur demande
<b>Nouveaux documents</b>				
Dépliants Un bilan pour agir – Colloque	1 000 F	426 \$	Reprotech impr.	Liste d'envois
Feuillet Séminaire sur l'éducation aux droits	6 000 F	212 \$	Reprotech impr.	Liste d'envois
Rapports Enquête systémique en Montérégie	85 F	520 \$	Reprotech impr.	Sur demande
Rapports (Après 25 ans) Bilan et recommandations, volume 1 Études, volume 2	1 000 F 1 000 F	8 960 \$	Reprotech impr.	Liste d'envois et sur demande
Rapports Guide d'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité en emploi	1 000 F	2 275 \$ 309 \$	Reprotech impr. InfoMaître communications	Liste d'envois et sur demande
		<b>Total :</b>	<b>68 569 \$</b>	

**4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003**

OBJET	Dépenses réelles
<p>Pierre Lepage, agent d'éducation</p> <p>Participation à une conférence organisée par Pêches et Océans Canada, à titre de conférencier, sur le thème Mythes et réalités sur les peuples autochtones. 15 et 16 avril 2003 Ottawa, Ontario</p>	<p>123 \$</p>
<p>Pierre Marois, président</p> <p>Participation à la réunion du Conseil d'administration de l'Association francophone des Commissions nationales de promotion et de protection des droits de l'Homme (AFCNDH), à Genève. et représenter le Gouvernement du Québec à la conférence des structures gouvernementales chargées des droits de l'Homme dans l'espace francophone, organisée par OIF (Organisation internationale de la Francophonie), à Brazzaville, au Congo  15 au 30 mai 2003 N.B. : la plupart des frais étaient assumés par l'Agence intergouvernementale de la francophonie</p>	<p>906 \$</p>
<p>Roger Lefebvre, vice-président Béatrice Vizkelety, conseillère juridique Shirley Sarna, agente de coopération et d'éducation</p> <p>Participation à la conférence annuelle de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (CASHRA) 24 au 28 mai 2002 Winnipeg, Manitoba</p>	<p>1 776 \$</p>
<p>Hélène Tessier, chef du contentieux; Athanassia Bitzakidis, conseillère juridique;</p> <p>Contestation de l'article 43 du Code criminel en vertu de la Charte canadienne. Présence de 2 conseillères juridiques de la Commission devant la Cour Suprême du Canada.  5 et 6 juin 2003 Ottawa, Ontario</p>	<p>610 \$</p>
<p>Pascal Mutombo, enquêteur-médiateur</p> <p>Dans le cadre de la politique de la Commission relative aux congés pour formation et perfectionnement, participation à une session d'études avancées en résolution de conflits, offerte par l'Institut canadien pour la résolution de conflits.  Semaines du 28 avril et du 16 novembre 2003 Ottawa, Ontario</p>	<p>2 750 \$</p>

OBJET	Dépenses réelles
<p>Shirley Sarna, agente de coopération</p> <p>Dans le cadre de la politique de la Commission relative aux congés pour formation et perfectionnement, participation, à titre de conférencière, à la Conférence de l'UNESCO 2003.</p> <p>13 au 20 juin 2003 Jyvaskyla, Finlande</p>	2 750 \$
<p>Manon Bonenfant, technicienne en information</p> <p>Dans le cadre de la politique de la Commission relative aux congés pour formation et perfectionnement, participation à un cours d'anglais intensif, avec résidence en milieu familial.</p> <p>20 septembre au 18 octobre 2003 Toronto, Ontario</p>	2 750 \$
<p>Pierre Bosset, directeur de la recherche</p> <p>Participation à une table ronde sur les travailleurs vulnérables, organisée par la Commission du droit du Canada et le Réseau de la main-d'œuvre des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.</p> <p>Frais entièrement pris en charge par Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.</p> <p>17 juin 2003 Ottawa, Ontario</p>	0 \$
<p>Céline Giroux, vice-présidente Karina Montminy, conseillère juridique Danielle Michelin, chercheur</p> <p>Participation à la conférence annuelle des « Children's advocates et Réunion de l'exécutif.</p> <p>1<sup>er</sup> au 3 octobre 2003 Toronto, Ontario</p>	3 415 \$
<p>Lison Rouleau, représentante régionale</p> <p>Aller recueillir des informations sur la médiation auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne et faire rapport au Comité de réflexion sur la médiation ainsi qu'au Président.</p> <p>4 et 5 septembre 2003 Toronto, Ontario</p>	967 \$
<p>Béatrice Vizkelety, Pierre-Yves Bourdeau et Christian Baillargeon, conseillers juridiques</p> <p>Audition devant la Cour Suprême du Canada dans deux dossiers.</p> <p>13 et 14 octobre 2003 Ottawa, Ontario</p>	1 061 \$

OBJET	Dépenses réelles
<p>Céline Giroux, vice-présidente</p> <p>Participation à une réunion du Conseil canadien d'agrément Frais entièrement pris en charge par le Conseil.</p> <p>19 au 21 octobre 2003 Ottawa, Ontario</p>	0 \$
<p>Pierre Marois, président Pierre Bosset, directeur de la Recherche</p> <p>Participation au colloque franco-britannique contre les discriminations. Frais entièrement pris en charge par le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations, qui a organisé ce colloque.</p> <p>11 novembre 2003 Paris, France</p>	0 \$
<p>Roger Lefebvre, vice-président</p> <p>Participation à la réunion semi-annuelle de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (CASHRA)</p> <p>27 au 29 novembre 2003 Ottawa, Ontario</p>	592 \$
<p>Pierre-Yves Bourdeau, conseiller juridique</p> <p>Audition devant la Cour Suprême du Canada .</p> <p>8 et 9 décembre 2003 Ottawa, Ontario</p>	308 \$
<p>Roger Lefebvre, Vice-président</p> <p>Participation au Forum international sur la sécurité et stratégie antiterroriste : répercussions sur les droits, les libertés et la démocratie,</p> <p>16 et 17 février 2004 Ottawa, Ontario</p>	437 \$
<p>Pierre Marois, président</p> <p>Participation à une réunion des représentants des structures gouvernementales chargées des droits de l'Homme, et à un comité de suivi de la réunion de Brazzaville. La majeure partie des frais a été assumée par l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie.</p> <p>Marrakech (Maroc) 24 février au 4 mars 2004</p>	1150 \$
<b>Total :</b>	<b>19 595 \$</b>

---

**5. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :**

---

- Publicité dans le cahier spécial sur les **25 ans de la Loi sur la protection de la jeunesse**  
Association des centres jeunesse du Québec.

Sur invitation de l'ACJQ, participation de la Commission aux activités de promotion entourant le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur de la *Loi sur la protection de la jeunesse*. S'inscrit dans la voie des travaux de rapprochement avec les organismes de défense des droits et libertés.

**Coût : 5 000 \$**

Encart dans les journaux Probec – (640 000 copies)

- **Remise annuelle du Prix Droits et Libertés**  
Hôtel Intercontinental, 10 décembre 2003.

Ce prix est attribué annuellement par la Commission et remis le jour anniversaire de l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* par les Nations Unies. Il constitue la reconnaissance publique d'une réalisation ou d'un engagement exemplaire dans la promotion et la défense des droits et libertés de la personne et des droits de la jeunesse du Québec.

**Coût : 4 608 \$**

Prix : 1 488 \$ - Sculpture créée exclusivement pour la CDPDJ par Hugues Soucy, et reproduite chaque année depuis 1992.

Réception : 2 288 \$ - Hôtel Intercontinental – 200 personnes.

Autres frais: 832 \$ (impression, services auxiliaires...)

- Colloque « **Un Bilan pour agir – Après 25 ans la Charte Québécoise des droits et libertés** »  
Hôtel Intercontinental, 10 décembre 2003.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rendait public, cette année, un important bilan de l'application de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec.

Pour souligner cette étape importante, nous avons convié nos principaux partenaires à un colloque, ayant pour thèmes :

- les acquis et réalisations en matière de droits et libertés;
- les orientations et les recommandations à promouvoir dans le contexte actuel;
- notre vision de l'avenir, nos questionnements sur l'avenir des droits et libertés;
- les stratégies relatives au suivi des recommandations.

Cette journée d'échanges s'est terminée par la remise du Prix Droits et Libertés.

**Coût : 7 631 \$**

Location des salles : 1 000 \$ - Hôtel Intercontinental :

Banquet – pauses – équipement : 9 161 \$

Autres frais (impression, services auxiliaires...) : 1 004 \$

Frais d'inscription des participants : ( 3 534 \$) 200 participants.

---

**6. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des cabinets des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent**

---

Aucun

---

**7. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande d'un ministère ou d'un organisme**

---

Aucune

---

**8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par un ministère ou un organisme en 2003-2004**

---

Voir la liste ci-jointe

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Adaris Technologies	Support technique et formation (informatique)		1 050,00 \$	Négocié
Adaris Technologies	Support et formation technique (informatique)		1 575,00 \$	Négocié
Adaris Technologies inc.	Entretien des serveurs réseau		22 680,00 \$	Négocié
Adaris Technologies inc.	Implantation du nouveau matériel informatique		4 105,00 \$	Négocié
Adaris Technologies inc.	Installation et configuration d'un serveur		6 300,00 \$	Négocié
Adaris Technologies inc.	Assistance informatique	Mise à jour de logiciels - reseau	1 050,00 \$	Négocié
Atelier formation JPL inc.	Formation - enquêteurs	Développement ressources humaines	1 200,00 \$	Négocié
Awashish, Maryse	Conférencière lors d'un séminaire	Développement ressources humaines	700,00 \$	Négocié
Badis Merdaoui	Support technique en informatique	Installation de postes de travail	900,00 \$	Négocié
Bergeron, Gaudreau, Laporte	Représenter la CDPDJ en Cour Suprême	Dossiers du Contentieux	4 402,00 \$	Négocié
Bertrand, Jocelyne	Modifications aux logiciels - programmes d'accès	Traitement des données statistiques - recensement	3 500,00 \$	Négocié
Colibri Multimédia	Conception, conseil et support informatique	Gestion du site WEB	2 200,00 \$	Contrat ouvert
Courmoyer, André	Étude des demandes de reclassification	Recommandations à la Commission	2 500,00 \$	Négocié
Couture, Marcel/Pronovost, Isabelle	Étude d'un dossier: expertise médicale	Rapport	15 000,00 \$	Négocié
Deacon, Dr Charles	Expertise médicale (neurologie)	Rapport d'expertise	1 200,00 \$	Négocié
Décarie, Dr. Paul (Médigestal)	Expertise médicale	Rapport, pour dossier d'enquête	1 200,00 \$	Négocié
Déménagement Montréal Express	Déménagement et entreposage	Transfert d'employé	2 511,00 \$	Offre permanente
Dubois, Lise	Validation des données d'un rapport d'enquête		5 250,00 \$	Négocié
Écho sondage	Programmation: informatisation d'un questionnaire	Étude internet sur site WEB	2 450,00 \$	Négocié
École nat. Police du Québec	Formation: techniques d'entrevues	Développement ressources humaines	1 182,00 \$	Négocié
Ergonova (Mme Louise Lessard)	Évaluation ergonomique	Rapport - Santé sécurité du travail	1 643,00 \$	Négocié
Excel-Tours	Location d'autocar	Transport d'employés	1 470,00 \$	Négocié
Foucher, Roland	Évaluation - dossier relations de travail	Rapport	750,00 \$	Négocié
Imprimerie Dumaine	Impression affiche "signaler c'est déjà protéger"	Production d'affiches	4 115,00 \$	Soumissions
Imprimerie Houston Press	Impression dépliant " Personnes âgées"	Dépliant	2 500,00 \$	Soumissions
Imprimerie Transcontinental	Ré-Impression livre "mythes et réalités"	Deuxième tirage d'une publication	29 708,00 \$	Négocié
Integria	Impression du bulletin "droits et libertés"	Bulletin	1 785,00 \$	Soumissions
IntraMédia	Impression	Guide des programmes d'accès à l'égalité	2 625,00 \$	Soumissions
Lacelle, Nicole	Animation du colloque "bilan" du 10 décembre,		1 000,00 \$	Négocié
Lahaie, Dr. Raymond	Expertise médicale	Rapport d'enquête	835,00 \$	Négocié
Leclerc, Jean-Claude	Formation: relations avec les médias	Développement ressources humaines	2 000,00 \$	Négocié
Montpetit, Ève	Évaluation fonctionnelle - capacités physiques	Expertise pour enquête	1 750,00 \$	Négocié
Patry, Dr. Louis	Expertise ergonomique	Rapport pour dossier d'enquête	2 000,00 \$	Négocié
Picard, Pierre	Conférence lors d'un séminaire	Développement des ressources humaines	830,00 \$	Négocié

Fournisseur	Objet	Résultat	Total	Mode d'octroi
Plani total	Formation Gestion du temps	Développement ressources humaines	500,00 \$	Négocié
Point-par-point inc.	Transcription en braille		1 617,00 \$	Négocié
Productions JG inc.	Impression	Bannière "Rencontre Québécois-Autochtones	253,00 \$	Négocié
Productions Trans-ethnic	Formation aux enquêteurs	Développement ressources humaines	950,00 \$	Négocié
Québecor World Lebonfon	Impression brochure "La Charte des droits..."	Brochure	6 960,00 \$	Soumissions
Rancourt, Karine	Cueillette de données		1 545,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression dépliant "un bilan pour agir"	Dépliant	426,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression du rapport "Après 25 ans"	Document	9 145,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression	Formulaire d'enquête	790,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression et conception graphique	Cahiers - Personnes âgées (éducation et promotion)	2 148,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression - signets	Signets à distribuer (promotion-éducation)	507,00 \$	Négocié
Reprotech	Impression	Rapport "Enfants algonquins"	489,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression feuillets pour séminaire de formation	Feuillets	212,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression	Formulaire - Droits et libertés	446,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression	Dépliant autochtones	420,69 \$	Négocié
Reprotech	Impression Brochure "signaler c'est déjà protéger"	Brochure	5 951,00 \$	Soumissions
Reprotech	Impression	Guide logement	2 108,00 \$	Soumissions
Saganash, Roméo	Conférencier lors d'un séminaire de formation	Développement ressources humaines	745,00 \$	Négocié
Serv d'arbitrages Marc Gravel	Arbitrage dossier de relations de travail		1 000,00 \$	Négocié
Tremblay, Dr. Gilles Roger	Évaluation médicale	Rapport dans un dossier d'enquête	600,00 \$	Négocié
Tremblay, Gilles Roger (Dr)	Expertise médicale	Production d'un rapport	600,00 \$	Négocié
Trottier, Sylvie	Transcription de notes sténo	Intégration d'un témoignage dans un rapport	600,00 \$	Négocié
Ziane, Chems-Eddine	Informatique: développement réseau	Développement base de données - Portail	7 140,00 \$	Négocié
		<b>TOTAL</b>	<b>179 119 \$</b>	

---

**9. Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacun des dépenses suivantes :**

---

➤ La photocopie (inclut reprographie gouvernementale)	46 150 \$
➤ La téléphonie cellulaire et le coût d'utilisation	14 620 \$
➤ Les téléavertisseurs	276 \$
➤ Le mobilier de bureau	6 750 \$
➤ Les distributeurs d'eau de source	3 000 \$
➤ Le remboursement des frais de transport	160 000 \$
les frais d'hébergement et de repas	99 000 \$
➤ Les dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de perfectionnement :	
	Au Québec 28 884 \$
	Hors Québec 16 716 \$

10. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	Cadres	Professionnels/ Professionnelles	Techniciens/nés - Personnel de bureau	Total
<b>NOMBRE TOTAL D'EFFECTIFS EN PLACE</b>	10	93	57	160
Féminin	4 (40%)	56 (60,2%)	53 (93,0%)	113 (70,6%)
Masculin	6 (60%)	37 (40,0%)	41 (7,0%)	47 (29,4%)
Personnes handicapées	---	1 (1,1%)	2 (3,5%)	3 (1,9%)
Anglophones	---	4 (4,3%)	---	4 (2,5%)
Autochtones	---	2 (2,2%)	---	2 (1,3%)
Communautés culturelles				
- Min. ethniques	---	3 (3,2%)	2 (3,5%)	5 (3,1%)
- Min. visibles	---	3 (3,2%)	4 (7,0%)	7 (4,4%)
Moins de 35 ans	1 (10%)	10 (10,7%)	9 (15,8%)	20 (12,5%)
Plus de 35 ans	9 (90%)	83 (89,2%)	48 (84,2%)	140 (87,5%)

- Ce nombre inclut à la fois le personnel permanent et le personnel occasionnel.
- En plus des effectifs permanents en place (149) apparaissant au tableau de la page 71, le présent tableau inclut onze (11) personnes occupant des postes temporaires, soit en remplacement de personnel permanent ou à titre d'employé/e/s surnuméraires ou sur appel. Ces effectifs supplémentaires sont répartis comme suit : personnel professionnel : 4; personnel de bureau : 5; technicien/ne/s : 2.

---

**11. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2003-2004, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

---

- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Voir tableaux ci-joints

## FICHE SYNTHÈSE

## Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

TITRE: MALADIES, HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET VACANCES														
14) A) C) TOTAL DES JOURS PRIS PAR LE PERSONNEL EN CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004														
CONGÉS		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
MALADIE	Cadres	4,5	2,5	5,5	0,5	16,0	25,0	26,5	23,5	24,5	25,0	20,0	4,0	177,5
	Professionnels	72,5	116,5	89,5	97,5	103,5	106,0	118,0	96,5	116,0	100,5	31,5	4,0	1 052,0
	Enseignants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	PBTA *	98,0	129,5	90,5	87,5	89,5	120,5	147,0	124,5	125,5	126,0	51,0	8,0	1 197,5
	Ouvriers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL	175,0	248,5	185,5	185,5	209,0	251,5	291,5	244,5	266,0	251,5	102,5	18,0	2 427,0
VACANCES	Cadres	7,5	10,5	24,0	115,5	44,0	4,0	3,0	4,0	16,0	1,0	0,0	0,0	229,5
	Professionnels	44,5	32,0	89,5	460,0	606,5	143,5	55,5	20,5	155,0	46,5	0,0	0,0	1 653,5
	Enseignants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	PBTA *	36,0	34,5	99,0	301,0	336,5	112,5	47,5	16,0	73,0	23,5	0,0	0,0	1 079,5
	Ouvriers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL	88,0	77,0	212,5	876,5	987,0	260,0	106,0	40,5	244,0	71,0	0,0	0,0	2 962,5

\* Personnel de bureau, techniciens et assimilés

## FICHE SYNTHÈSE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
HEURES RÉALISÉES	Cadres	0,00	10,50	18,75	14,00	9,17	2,50	15,25	--	--	--	--	--	70,17
	Professionnels	401,25	437,75	255,00	133,92	78,83	227,08	302,08	189,08	192,50	184,67	--	--	2 402,17
	Enseignants	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	PBTA *	28,00	28,00	26,00	22,75	38,25	75,08	54,33	44,58	69,83	6,75	--	--	393,58
	Ouvriers	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	TOTAL	429,25	478,25	299,75	170,67	126,25	304,67	371,67	233,67	262,33	191,42	--	--	2 065,92
COÛT TOTAL DES HEURES RÉALISÉES	Cadres	0,00	322,77	668,60	530,27	307,40	76,85	553,32	--	--	--	--	--	2 459,20
	Professionnels	17 436,59	19 809,96	10 350,37	5 652,42	3 018,64	9 162,40	12 610,12	7 596,40	8 295,81	7 561,86	--	--	101 496,57
	Enseignants	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	PBTA	894,24	809,84	856,03	738,51	1 125,13	2 155,35	1 580,21	1 230,34	1 929,10	209,36	--	--	11 528,10
	Ouvriers	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	TOTAL	18 330,82	20 942,59	11 874,99	6 921,19	4 451,17	11 394,60	14 743,64	8 826,74	10 224,91	7 771,23	--	--	115 483,87
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES EN CONGÉ	Cadres	0,00	322,77	668,60	530,27	307,40	76,85	553,32	--	--	--	--	--	2 459,20
	Professionnels	8 731,15	10 613,50	8 200,30	2 288,32	2 379,85	7 354,12	7 704,30	4 685,29	5 463,32	6 826,91	--	--	64 247,06
	Enseignants	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	PBTA	634,66	757,93	309,33	237,72	916,25	2 155,35	1 225,21	893,99	1 244,96	209,36	--	--	8 584,75
	Ouvriers	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	TOTAL	9 365,81	11 694,19	9 178,22	3 056,31	3 603,50	9 586,32	9 482,83	5 579,28	6 708,28	7 036,27	--	--	75 291,01

SOURCE: DRH-MRCI

FICHER: Q11-RG

PAGE : 2 DE 3

DATE: 2004-03-19

## FICHE SYNTHÈSE

## Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

14) B TOTAL DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...). POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004 (suite)														
		AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	JANV.	FÉV.	MARS	TOTAL
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES OU À PAYER	Cadres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	—	—	—	—	—	0,00
	Professionnels	8 705,43	9 196,46	2 160,07	3 364,10	638,79	1 808,28	4 905,82	2 913,11	2 832,49	734,96	—	—	37 249,51
	Enseignants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	PBTA	259,58	51,92	546,70	500,79	208,88	0,00	355,00	336,35	684,15	0,00	—	—	2 943,35
	Ouvriers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL	8 965,01	9 248,40	2 696,77	3 864,89	847,67	1 808,28	5 260,81	3 249,46	3 516,63	734,96	—	—	40 192,96

SOURCE: DRH-MRCI

FICHER: Q11-RG

PAGE : 3 DE 3

DATE: 2004-03-19

---

**12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices depuis 2001-2002 :**

---

Sera répondu par le Conseil du trésor

---

**13. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux**

---

Sera répondu par le Conseil du trésor

---

**14. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005**

---

Sera répondu par le Conseil du trésor

---

**15. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004 de qui ont loué des espaces en indiquant pour chacune d'elles**

---

Aucun

---

**16. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003**

---

Sans objet

---

**17. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> mars 2004 en indiquant pour chaque individu :**

---

Sans objet

---

**18. Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire du :**

---

- a) ministre;
- b) ministère ou de l'organisme

Sans objet

- 
- 19. La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004 : pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.**
- 

Sans objet

---

**20. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :**

---

Sera répondu par le Conseil du trésor

---

**21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère**

---

Aucun

---

**22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres**

---

Aucun

---

**23. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère**

---

Aucun

- 
24. **Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :**
- 

Sans objet

---

**25. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)**

---

Acquisitions 2003-2004

- 1 serveur Proliant ML350 Compaq	6 190 \$
- 18 ordinateurs Pentium IV Prosys	23 940 \$
- 7 ordinateurs portables Pentium M Dell	20 524 \$
- 1 ordinateur Apple PowerMac G5	4 834 \$
- 1 imprimante réseau HP5Si 8150N	3 105 \$
- 5 Scanners haute performance	5 750 \$
- Câblage et répartiteurs réseau	2 150 \$
<b>TOTAL</b>	<b>66 494 \$</b>

---

**26. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989.**

---

Sans objet

---

**27. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût**

---

**TITRES DES DOCUMENTS – COLLECTION PAYANTE DES ABONNEMENTS ET DES ACHATS MULTIPLES ANNUELS**

*R* = *Recueil de mises à jour*  
*P* = *Périodiques/Revue*  
*LA* = *Livres achetés annuellement*  
*AM* = *Recueil de mises à jour multiples*  
*EN LIGNE* = *Accès internet*

Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (18)	AM
Code criminel/Wilson & Lafleur (8)	AM
Code civil (23) Wilson & Lafleur	AM
Répertoire des municipalités du Québec	EN LIGNE
REJB (Recueil de jurisprudence du Barreau du Québec)	EN LIGNE
Plaidoyer Jeunesse	EN LIGNE
Canadian Human Rights (HRR - en ligne)	EN LIGNE
Banque VIXIT/SMA Inc.	EN LIGNE
Publications Cole (Montréal, St-Jérôme, Joliette)	LA
Lois du Québec (volume annuel)	LA
Illustration Québec (Répertoire)	LA
Human Rights Watch World Report	LA
Guide du pouvoir (3)	LA
Annuaire de jurisprudence (SOQUIJ)	LA
Amnestie international Rapport annuel	LA
Accès à l'information et renseignements personnels/CCH	LA
Loi sur les services de santé et services sociaux (11)	LAM
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec/Wilson & Lafleur (23 édition août ; 2 - édition janvier)	LAM
Alter Ego - Code de procédure civile/Wilson & Lafleur (2)	LAM
Alter Ego - Charte des droits/Wilson & Lafleur (17)	LAM
Tendances sociales canadiennes	P
Tableau des modifications des règlements du Québec	P
Tableau des lois d'intérêt publique du Canada/Publications gouvernementales	P
Société canadienne et logement (statistiques)	P
Revue universelle des droits de l'homme	P
Revue juridique Thémis	P
Revue générale de droit	P
Revue Femmes et droit	P
Revue du Barreau	P
Revue de prévention et de règlement de différends	P
Revue de droit/Sherbrooke	P
Revue de droit McGill	P
Revue Barreau canadien	P
Relations/Centre justice et foi	P
Relations industrielles	P
Recueil des arrêts de la Cour suprême	P
Recueil des arrêts de la Cour fédérale/Éditions du gouvernement du Canada	P
Recueil de jurisprudence du Québec/SOQUIJ	P
Recherches sociographiques	P
Recherches amérindiennes	P
Projets de loi publics (présentation)/Publications du Québec	P
Prisme/Hôpital Sainte-Justine (MTL)	P
Print	P
PC Magazine	P
Options /CEQ	P
Nouvelles pratiques sociales	P
National journal of Constitutional Law/Revue nationale du droit constitutionnel	P
Jurisprudence express/SOQUIJ	P
Journal of Law & Equality	P
Interculture	P
Index to legal periodicals	P
Index to Canadian Legal Periodicals	P
Human Rights Quaterly	P

Human Rights Law Journal	P
Grafika	P
Gazette officielle Québec (partie 2)	P
Gazette des femmes	P
FRAPRU frappe encore	P
Études ethniques du Canada	P
Eastern Door	P
Droits de la personne (Bulletin)/Centre de recherche en droits de la personne (Ottawa)	P
Droit du travail express/SOQUIJ	P
Currents : Race Relations	P
Children and the Law	P
Child protect'n Law	P
Child Abuse Review	P
Canadian Labour & Employment Law Journal	P
Canadian Journal of Law and society/Revue canadienne droit et société	P
Canadian Human Rights Reporter/CHRR	P
Cahiers de recherche sociologique	P
Cahiers de droit/Université de Montréal	P
Artère	P
Agenda	P
Actualité médicale	P
Access Office VB	P
Accès à l'information Express et Recueil C.A.I./SOQUIJ	P
Young Criminal Justice Act /Canada Law Book	R
Wrongful Dismissal	R
Workplace Equity Guide	R
Tribunaux administratifs/Éd. Yvon Blais	R
Remedies in Labour Employment & Human Rights Law	R
Recueil droit de la famille/SOQUIJ	R
Lois refondues du Québec (MTL & Qué.)	R
Lois des cités et villes	R
Loi des compagnies (2 vol.)	R
Jeunes contrevenants (annoté)/Éd. FD	R
Formulaire de procédure civile/Wilson & Lafleur	R
Federal Equity Manual	R
Droits de la personne et les relations de travail (2)	R
Droit de la famille/CCH	R
Discrimination and Law /Butterworths	R
Congédiement en droit québécois/Éditions Yvon Blais	R
Code municipal (1)	R
Code du travail (2)/Relations de travail	R
Charte canadienne des droits et libertés/CCH	R
Canadian Labour Arbitration/Canada Law Book	R
<b>TOTAL</b>	<b>28 110 \$</b>

---

## **28. Pour chaque site internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site**

---

### **1. La conception du site**

En août 1997, un appel d'offres a été transmis à trois firmes : Intellia, Vidéotron et Tecsalt. La firme Intellia, devenue depuis Nurun, a obtenu le contrat. Les travaux ont débuté en janvier 1998.

Le personnel de la Commission a été impliqué dans le processus de conception et de développement du site.

Par la suite, deux contrats ont été accordés à des firmes : à Intellia pour une mise à jour mineur incluant l'inclusion du Répertoire des documents (1999), et à Micro-Accès, pour la création d'un module de formation en ligne (2000-2001).

En octobre 2002, un contrat a été octroyé à la firme Colibri Multimédia pour une refonte complète du site, incluant la conception d'outils de gestion dynamiques. Les travaux d'ingénierie du nouveau site avaient cependant débuté en l'an 2000, afin de définir les grandes orientations du site refondu, l'évaluation des besoins de nos clientèles, les paramètres de navigation...

La refonte avait notamment pour objectifs d'améliorer l'accès aux informations mises à la disposition du public par la Commission, d'en faciliter la mise à jour et d'en assurer un développement pouvant répondre à certains besoins : réorganisation des informations de base sur les droits de la personne et la protection de la jeunesse, ou encore ajout de modules d'information portant sur certains mandats de la Commission.

Ont été impliquées dans ce processus et directement associées aux travaux de la firme Colibri, une bibliothécaire et infomestre, une analyste informatique et chargée de projet et une agente d'information et édimestre. Ont également été associés à la démarche, le directeur des Services administratifs et un analyste en gestion des procédés administratifs.

### **2. Les coûts reliés au site depuis 1998**

Les coûts encourus pour la conception, le développement et l'hébergement du site sont les suivants :

- conception initiale par la firme Intellia (1998) : 9 880 \$
- une mise à jour majeure par Intellia, notamment pour inclure le Répertoire des documents sur le site : 8 317 \$ (1999)
- conception et réalisation, par la firme Micro-Accès, d'un module de formation en ligne sur les droits des personnes âgées (2000-2001) : 9 900 \$ (français) – 1 750 \$ (version anglaise)

soit un total de 29 847 \$.

Quant à la refonte du site (2003), elle a entraîné des débours de 30 000 \$, auxquels il faut ajouter une somme de 1 125 \$ pour assurer la formation des webmestres pour la gestion, le développement et la mise à jour du nouveau site.

Quant aux coûts d'hébergement du site à la DGSIG, ils totalisent une moyenne de 12 000 \$ annuellement.

### 3. Développement et mise à jour du site

Depuis 1999, à l'exception du contrat donné à Micro-accès, la mise à jour et le développement du site sont faits à l'interne.

La page d'accueil du site fait l'objet d'une mise à jour constante, en tenant compte des activités de la Commission. De plus, des travaux sont menés sur une base continue pour compléter la refonte du site sur le plan des contenus et le développement de nouvelles sections.

L'année 2003-2004 a été marquée par une mise à jour plus particulière du site. Le module de formation des personnes âgées a été retravaillé pour permettre une harmonisation entre la documentation papier relative à cette formation et le module en ligne. On a également développé des formulaires d'inscription en ligne pour des sessions de formation données par la direction de l'Éducation-coopération. Ces travaux ont représenté des coûts de 2400 \$.

### 4. La fréquentation du site

Mois	Visites			Fichiers pdf consultés <sup>1</sup>		
	2001 2002	2002 2003	2003 2004	2001 2002	2002 2003	2003 2004
Avril	9 385	14 939	12 060	21 064	37 360	11 480
Mai	8 980	13 297	12 151	18 250	28 919	11 283
Juin	7 712	11 219	11 090	16 608	23 480	9 109
Juillet	5 607	10 064	10 057	10 663	13 539	8 895
Août	6 315	9 534	10 513	13 951	12 080	7 950
Septembre	5 664	12 492	14 664	15 628	16 443	14 110
Octobre <sup>2</sup>	N/D	(17 242)	15 117	N/D	(25 242)	12 999
Novembre	12 485	17 358	15 879	19 274	26 069	19 540
Décembre	11 028	14 330	11 913	27 180	16 694	12 633
Janvier	12 589	17 767	15 608	23 935	15 471	14 303
Février	14 312	12 602	17 923	23 771	13 819	13 656
Mars	15 548	12 324	13 152	34 467	11 653	11 504
Total	109 625	145 926 163 168	160 127	224 791	215 527 240 769	150 462
± %		+33%	-2 %		-4%	-37 %

1 Fichiers pdf : accès aux avis, études, rapports, mémoires, bulletins

2 Données non disponibles pour l'exercice 2001-2002. Pour les fins de comparaison, nous excluons donc les données correspondantes pour l'exercice 2002-2003

---

**29. La liste des programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?**

---

Sera répondu par le Secrétariat de la jeunesse

---

**30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :**

---

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés et/ou les annonces de fermetures.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse n'a pas comme telle à signer d'entente à l'étranger. Cependant, la Commission a activement contribué à la création d'un réseau de la Francophonie des commissions nationales des droits de l'Homme.

Le président de la Commission a été élu vice-président de l'AFCNDH.

---

**31. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale**

---

Sera répondu par le Conseil du trésor

---

**32. Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information**

---

a) téléphonie	59 530 \$
b) matériel informatique	66 494 \$
c) logiciels	43 395 \$
d) programmation	9 389 \$
e) formation	690 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**3- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**67. Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2003-2004. Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.**

Au cours de la période s'étendant du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 11 658 demandes de toutes natures relativement à son mandat Charte. De celles-ci, 1 867 étaient retenues à titre de demandes d'enquête et ont, par conséquent, été transmises à un professionnel pour qu'il en détermine la recevabilité. Le tableau ci-joint donne la répartition de ces demandes selon le secteur et le motif auxquels font référence les demandes en question.

Secteur Motif	Travail	Logement	Acte juridique/ biens et services	Accès transports et lieux publics	TOTAL	%	2002/2003
Handicap	282	24	77	23	406	21.7%	493
Race/ couleur/ origine ethnique nationale	175	73	75	34	357	19.3%	375
Âge	121	98	12	2	233	12.5%	252
Sexe	173	4	29	4	210	11.2%	207
Exploitation	1	1	6	164	172	9.3%	140
Condition sociale	16	104	17	4	141	7.6%	172
Antécédents judiciaires	77	0	2	0	79	4.2%	59
État civil	46	21	9	0	76	4.1%	128
Orientation sexuelle	38	3	7	7	55	2.9%	53
Grossesse	46	4	2	0	52	2.8%	51
Religion	27	1	6	3	37	2.0%	50
Langue	22	0	13	2	37	2.0%	49
Convictions politiques	3	4	5	0	12	0.6%	7
<b>TOTAL</b>	<b>1027</b>	<b>337</b>	<b>260</b>	<b>243</b>	<b>1867</b>		<b>2036</b>
	55.0%	18.1%	13.9%	13.0%		100%	

Il faut noter que 3% de ces 1 867 demandes ont été réglées dès ce stade entre les parties, 11% ont fait l'objet d'un avis explicatif de refus parce que n'étant pas de la compétence de la Commission et 24% n'ont pas eu de suite en raison d'un abandon ou d'un désintérêt de la partie plaignante. Environ 13% des demandes étaient toujours en traitement en date du 31 mars dernier.

Par ailleurs, dans 46% (849) des cas, la demande a été jugée recevable et un dossier d'enquête a été ouvert.

Au cours de cette même période, la Commission a initié 29 enquêtes de sa propre initiative en matière de droits de la personne, dont la plupart en matière d'exploitation (26). Deux de ces enquêtes sont relatives au profilage racial.

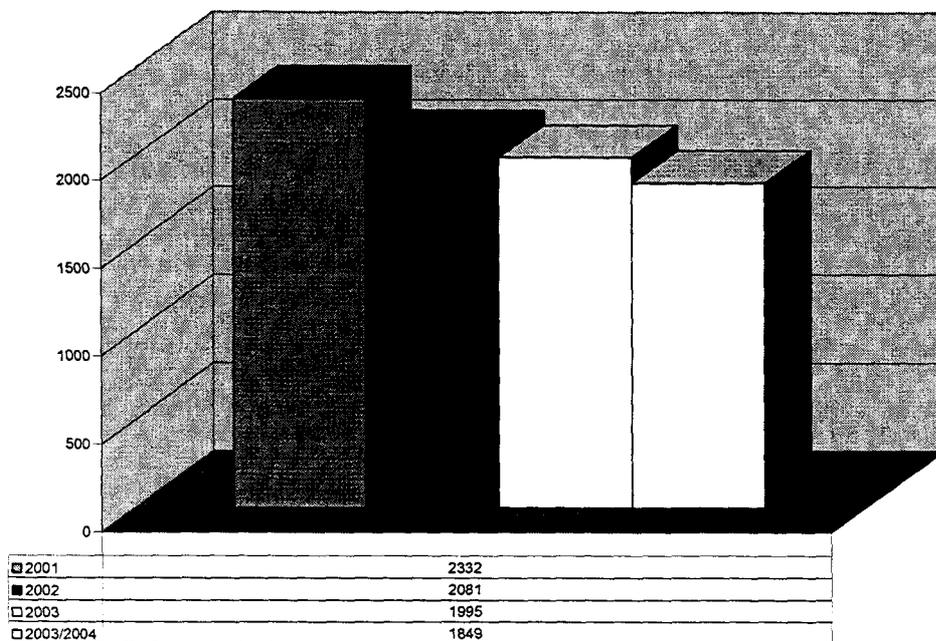
Les enquêtes systémiques :

La Commission traite actuellement 46 dossiers qui comportent un caractère systémique. 36 dossiers concernent le volet Charte, dont une vingtaine en matière d'exploitation de personnes âgées ou handicapées. Ces dossiers à caractère systémique en Charte touchent à eux seuls un peu plus de 1 200 personnes dont la plupart, dans les cas d'exploitation, se trouvent en résidence privée ou publique.

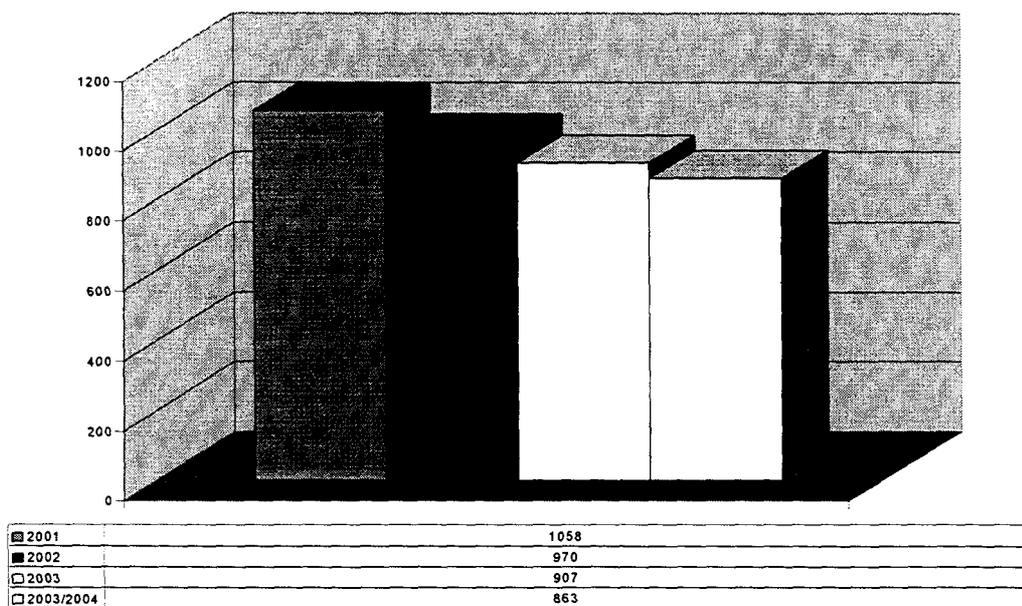
Les tableaux<sup>1</sup> qui suivent permettent, sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004. Ils concernent le nombre de demandes d'enquête reçues, le nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, le nombre de dossiers déposés auprès des membres de la Commission pour décision.

<sup>1</sup> Ces tableaux font état du nombre d'enquêtes en cours et ne tiennent pas compte des dossiers dits systémiques qui touchent plusieurs citoyens pour un seul dossier d'enquête comptabilisé

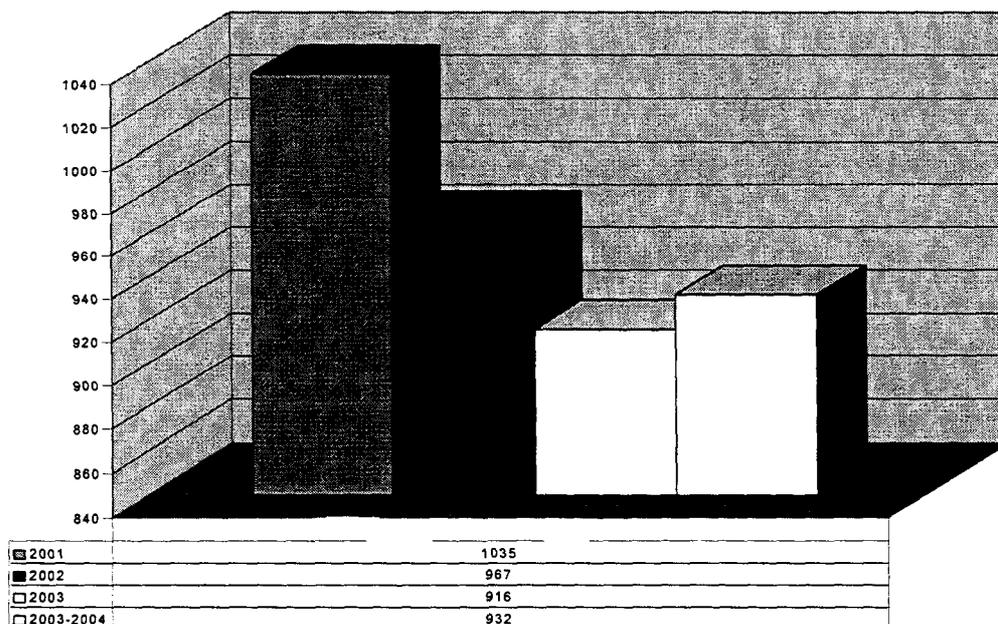
DEMANDES D'ENQUÊTE - CHARTE



DOSSIERS OUVERTS - CHARTE



DOSSIERS DÉPOSÉS - CHARTE



---

**68. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères et organismes en 2003-2004 et suivi apporté.**

---

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>1. Suivi en cours</li><li>2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie</li><li>3. Recommandation(s) non suivie(s)</li></ol> |
|--|

- Lettre concernant le projet de politique en soins palliatifs 1
  - *Envoi le 8 mai 2003*  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*
  
- Lettre concernant le décret portant le numéro 390-2003 (21 mars), relatif au *Programme cadre d'aide aux municipalités connaissant une pénurie de logements* 2
  - *Envoi le 12 mai 2003*  
*Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir*
  - *Envoi le 13 mai 2003*  
*Ministère de la Justice*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Société d'habitation du Québec*
  
- Lettre concernant le projet de guide d'information pour les aînés québécois 1
  - *Envoi le 29 mai 2003*  
*Conseil des aînés*
  
- Rapport : *Exploitation des personnes âgées* 1
  - *Suivi des recommandations auprès des ministères concernés*
  
- Mémoire à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale – Examen du rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information, *une réforme de l'accès à l'information : le choix de la transparence* (version mise à jour en août 2003) 1
  - *Envoi en août 2003*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*  
*Commission de la culture*
  
- Mémoire à la Commission d'accès à l'information – La surveillance vidéo dans les lieux publics par les organismes publics : son incidence sur les droits protégés par la Charte 1
  - *Envoi le 17 septembre 2003*  
*Commission d'accès à l'information*

- Le droit fondamental à l'information – Examen du rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information, *une réforme de l'accès à l'information : le choix de la transparence* 1  
 Complément au mémoire de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse  
 - *Envoi le 16 octobre 2003*  
 Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
 Commission de la culture
- Lettre concernant le *Projet de Règlement modifiant le Règlement sur les sports de combat* ainsi que le mémoire l'accompagnant 1  
 - *Envoi le 18 novembre 2003*  
 Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- Notes pour la présentation de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse devant la Commission de l'économie et du travail à l'occasion des consultations particulières et auditions publiques à l'égard du projet de loi n° 31, *Loi modifiant le Code du travail* 3  
 - *Envoi le 1<sup>er</sup> décembre 2003*  
 Commission de l'économie et du travail
- Lettre concernant une modification à apporter au libellé de l'article 48 de la Charte n/a  
 - *Envoi le 3 décembre 2003*  
 Conseil des aînés
- Lettre concernant le projet de loi n° 20, *Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives* 1  
 - *Envoi le 3 décembre 2003*  
 Ministère du Revenu
- Commentaires sur les projets de loi n° 7 et n° 8 – Statut des ressources intermédiaires ou de type familial et des personnes responsables de service de garde en milieu familial 3  
 - *Envoi le 15 décembre 2003*  
 Ministère de la Santé et des Services sociaux  
 Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille  
 Premier ministre  
 Commission des affaires sociales
- Lettre concernant un projet d'amendements à l'article 25 du projet de loi n° 20 (transmis le 21 janvier 2004), *Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives* 1  
 - *Envoi le 29 janvier 2004*  
 Ministère du Revenu

- Lettre concernant le livre blanc : La sécurité privée partenaire de la sécurité intérieure

- *Envoi le 19 février 2004*  
*Ministère de la Sécurité publique*

1
- Lettre concernant deux séries de modifications au *Code des professions*

- *Envoi le 23 février 2004*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*

2
- Lettre concernant un projet de loi modifiant la *Charte des droits et libertés de la personne* afin de supprimer la référence au pardon prévue à l'article 18.2 de cette Charte

- *Envoi le 23 février 2004*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*

1
- Lettre concernant les projets de loi n<sup>os</sup> 2 et 21  
(*Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments*)  
(*Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants*)

- *Envoi le 10 mars 2004*  
*Commission des institutions*

1
- Lettre concernant les motions d'amendements à l'article 25 du projet de loi n<sup>o</sup> 20 (transmis le 16 mars 2004), *Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives*

- *Envoi le 17 mars 2004*  
*Ministère du Revenu*

1
- Lettre concernant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la *Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance*

- *Envoi le 29 mars 2004*  
*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*

1
- Bilan des 25 ans de la Charte

- *Transmission du bilan et de ses recommandations à tous les parlementaires*

1

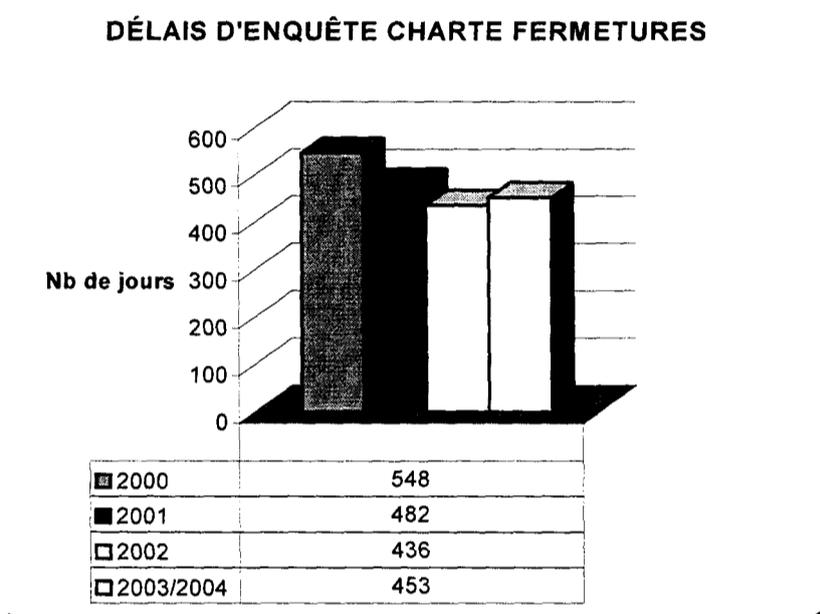
---

## 69. Délai moyen de traitement des plaintes 2003-2004

---

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse s'est engagée dans sa Déclaration de services aux citoyens à traiter les dossiers en matière Charte à l'intérieur d'un délai de 15 mois (450 jours).

Le tableau qui suit démontre les efforts déployés depuis l'an 2000 afin d'atteindre les objectifs fixés en termes de délais moyens de traitement des plaintes :



---

**70. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2003 et bilan de l'application de la loi sur l'équité en emploi à ce jour.**

---

**1. BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001 AU 26 MARS 2004**

**1.1 DÉVELOPPEMENT DES OUTILS**

- Document d'information générale à l'intention des organismes « La loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics – en résumé » avril 2001
- Lettre du Président de la CDPDJ aux Présidents / directeurs généraux des 669 organismes visés par la loi accompagnée du document d'information générale 30 avril 2001
- Mise à jour du site Web – Loi et document général d'information avril 2001
- Adaptation et mise à jour du logiciel de traitement des analyses d'effectifs, de disponibilité et de groupements juin 2001
- Guide (papier + cédérom) pour la préparation du rapport des organismes sur l'analyse des effectifs juin 2001

NOTE : La conception, la recherche, la rédaction et la coordination des documents ci-devant mentionnés ont été faites par la Direction des PAE en collaboration avec la Direction des communications (révision et graphisme).

- Création d'un système d'information de gestion (SIG) pour tous les dossiers – Loi 143 à partir de la liste des organismes fournie par le gouvernement et inscription des informations au système juin 2001

**1.2 DOTATION**

**a) Recrutement**

- Concours interne : 15/01/01 – 29/01/01
  - Conseillers en PAE (4 postes)  
aucune candidature
  - Commis (1 poste)  
1 poste comblé 15/01/01 – 29/01/01

- Conseillers en PAE (10 postes)  
aucune candidature 05/04/01 – 18/04/01
- Commis (2 postes)  
1 poste comblé 05/04/01 – 18/04/01  
1 poste non comblé
- Concours externe :
  - Conseillers en PAE 17/02/01 – 28/02/01  
Affichage – La Presse – La Gazette  
et envois à des organismes des  
groupes cibles
  - Entrevues de sélection 25/04/01 – 08/05/01
  - Résultats : 16 candidatures retenues
  - 14 postes comblés entrées en fonction 26/06/01

NOTE : La Direction des services administratifs a collaboré avec efficacité à tout le processus de pré-sélection, de sélection et d'embauche de ces nouveaux employés

#### b) Formation du personnel

- Programme de formation 26/06/01 – 13/07/01  
d'une durée de 3 semaines
  - mandats, activités de chacune des directions
  - mandats, activités, opérations et dossiers de la Direction des PAE

NOTE : Ce programme de formation a été poursuivi par le « coaching » des chefs d'équipe et de la coordonnatrice sur les dossiers « OBC » assignés à chaque professionnel août 2001 à ce jour

### 1.3 OPÉRATIONS AUPRÈS DES ORGANISMES VISÉS PAR LA LOI 143

#### Nombre total d'organismes visés : 618

- Sociétés d'état et organismes publics
- Municipalités et organismes municipaux
- Établissements scolaires publics et privés
- Sûreté du Québec pour le personnel policier
- Établissements de santé et services sociaux publics et privés

NOTE : L'article 6 de la loi prévoit que la CDPDJ peut fixer des délais aux organismes pour la transmission du rapport d'analyse des effectifs.

Les sociétés d'état et certains organismes publics, les institutions d'enseignement supérieur, les institutions privées d'enseignement

primaire et secondaire et collégial et les municipalités qui ne sont pas visées par une loi ou un décret sur les fusions sont les organismes de **la phase 1** décrite ci-après.

Cependant, les organismes du réseau (public) de l'éducation et les organismes du réseau de la santé et des services sociaux ont pour leur part, et avec notre accord, enclenché des travaux d'analyse des emplois sur une base nationale afin de faciliter la tâche de chacun de leurs établissements.

Les établissements du réseau (public) de l'éducation (organismes décrits à **la phase 2** ci-après) et les établissements du réseau de la santé et des services sociaux (organismes décrits à **la phase 3** ci-après) ont été informés de leur délai, les travaux nationaux ayant été complétés.

Quant aux municipalités et organismes municipaux visés par une loi ou un décret de fusion ils sont décrits à **la phase 4** ci-après.

**a) ORGANISMES DE LA PHASE 1** **TOTAL : 109 ORGANISMES**

• **Fixation des délais**

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ 15 octobre 2001

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ (cf. déclaration de services aux citoyens : délai – 3 mois)

• **Assignment des dossiers**

Chaque conseillère/conseiller s'est vu assigner un certain nombre de dossiers avec mandat d'entrer en contact avec chaque organisme pour offrir nos services d'assistance-conseil et pour s'assurer de la présence de responsables des organismes aux sessions d'information 15 octobre 2001

• **Sessions d'information**

- Conception, développement du contenu logistique et dépliant d'invitation octobre 2001
- Ces sessions ont été offertes au secteur municipal aux collèges et écoles privées et aux sociétés d'état et organismes publics et ont eu lieu à Montréal et à Québec. Cent trente-cinq (135) personnes ont assisté à ces sessions du 27/11/01  
au 11/12/01

**b) ORGANISMES DE LA PHASE 2**

**TOTAL :118 ORGANISMES**  
Commissions scolaires et  
cégeps publics

• **Fixation des délais**

12 décembre 2001

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ (cf. déclaration de services aux citoyens : délai – 3 mois)

• **Sessions d'information**

Les sessions ont été offertes à Montréal et à Québec aux organismes de la phase 2  
Deux cent dix (210) personnes ont assisté à ces sessions

Du 5 février 2002  
au 20 février 2002

La même session d'information a été donnée aux représentants des centrales syndicales du réseau des commissions scolaires et des cégeps publics.  
Trente-deux (32) personnes ont assisté à ces sessions

Du 18 mars 2002  
au 29 mars 2002

**c) ORGANISMES DE LA PHASE 3**

**TOTAL :368 ORGANISMES**  
Réseau de la santé et des services  
sociaux

**1<sup>ère</sup> cohorte**

**197 établissements dans 14 régions administratives  
(sauf Montréal, Laval et Montérégie)**

• **Fixation des délais**

22 mai 2002

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais fut la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ. En outre, aucun de ces établissements n'a reçu un délai de moins de 12 mois)

- **Sessions d'information**

Du 15 mai 2002  
Au 13 juin 2002

Les sessions ont été offertes en collaboration avec les régies régionales dans 14 régions administratives aux organismes de la 1<sup>ère</sup> cohorte de la phase 3.  
Deux cent deux (202) personnes ont assisté à ces sessions  
La même session a été donnée à Montréal aux représentants syndicaux du réseau (SCFP)  
Seize (16) personnes ont assisté à ces sessions.

## ORGANISMES DE LA PHASE 3 (suite)

### 2<sup>e</sup> cohorte

#### 171 établissements dans les régions administratives de Montréal, Laval et Montérégie

- **Fixation des délais** 18 septembre 2002

Lettre de la Direction des PAE aux responsables de l'application opérationnelle de la loi à laquelle était joint le guide pour la préparation du rapport sur l'analyse des effectifs et l'indication de la date pour la transmission du rapport à la CDPDJ

Note : Le principal critère de fixation des délais sera la taille des organismes et, subséquemment, les opérations de traitement des analyses de disponibilité par la CDPDJ. En outre aucun de ces établissements ne recevra un délai de moins de 12 mois)

- **Sessions d'information** Du 25 septembre 2002  
Au 16 octobre 2002

Les sessions ont été données à Montréal, Laval et Longueuil en collaboration avec les régies régionales

Les sessions offertes aux autres fédérations syndicales notamment la FIIQ, la CSN et le SCFP sont encore en pourparlers.

- d) **ORGANISMES DE LA PHASE 4**    **TOTAL : 23 ORGANISMES MUNICIPAUX**  
16 municipalités  
7 sociétés de transport

**Il s'agit ici des municipalités et organismes fusionnés par les lois 170 et 55.**

- **Fixation des délais**  
  
Lettre de la direction des programmes d'accès à l'égalité aux maires et présidents directeurs généraux pour obtenir le nom de la personne responsable de l'application de la loi. 23 octobre 2002  
  
Lettre de la direction des PAE aux responsables de l'application de la loi. 6 décembre 2002
- **Sessions d'information** 20 février 2003 à Québec  
25 et 27 février 2003 à Montréal

## ÉTAT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

<b><u>Délais fixés par réseau :</u></b>	<b>618</b>	
• Cégeps	48	
• Collégial privé	6	
• Commissions scolaires	70	
• Enseignement supérieur	19	
• Institutions d'enseignement privé (prim. et sec.)	33	
• Municipalités	28	
• Sociétés d'état et organismes publics	23	
• Sûreté du Québec	1	
• Santé – Établissements et régies régionales	368	
• Municipalités et sociétés de transport fusionnées	22	
<b><u>Dossiers fermés par réseau à ce jour:</u></b>	<b>64</b>	
• Santé – Établissements	10	
• Collégial privé	1	
• Municipalités	31	
• Municipal – Police	4	
• Municipal – Transport	2	
• Municipal – Communauté urbaine	3	
• Santé et services sociaux	13	
<b><u>Prolongations de délai à ce jour par réseau (1<sup>ère</sup> phase) :</u></b>	<b>239</b>	<b><u>2<sup>ème</sup> phase : 58</u></b>
• Municipalités	17	2
• Sociétés d'état	7	
• Collégial privé	1	
• Institutions d'ens. privé (prim. et sec.)	8	1
• Cégeps	1	34
• Universités	13	
• Commissions scolaires	4	21
• Sociétés de transport	3	
• Santé – Établissements	181	
• Santé – Régies régionales	4	
<b><u>Nombre d'analyses des effectifs reçues et en traitement au 26/03/2004</u></b>		<b>558</b>
<b><u>Avis de la Commission aux organismes tenus d'élaborer un PAE (art 9 de la Loi)</u></b>		<b>165</b>

À ce jour, la Direction des programmes d'accès à l'égalité a reçu 558 analyses d'effectifs des organismes au cours de la période se terminant le 26 mars 2004. De ce nombre, 165 ont franchi toutes les étapes de traitement de l'analyse de disponibilité et des groupements incluant toutes les étapes prévues à la loi et ont reçu un avis d'élaboration d'un programme d'accès à l'égalité (art. 8 de la loi). De plus, une municipalité a reçu un avis de nous remettre un rapport après trois (3) ans.

Les conseillers ont rencontré des regroupements d'organismes à dix (10) reprises au cours de l'exercice financier 2003-2004.

Les organismes rejoints, sont identifiés dans le secteur de l'éducation, de la santé et des municipalités.

**1. PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE –  
ENTREPRISES SOUMISES AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL**

Entreprises privées qui élaborent et implantent un programme d'accès à l'égalité dans le cadre du programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec

**Liste des entreprises privées**

(Voir liste jointe).

**2. LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES  
ORGANISMES PUBLICS - MISE EN VIGUEUR LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001**

**Liste des organismes soumis à la Loi :**

(Voir liste jointe)

**LISTE DES  
ENTREPRISES SOUMISES  
AU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL  
D'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

*Mise à jour : mars 2004*

**Légende :** (A) Subvention ; (B) Contrat de biens ; (S) Contrat de services  
**Total des entreprises soumises au programme : 179**

---

**Région 01 – Bas Saint-Laurent – Total : 3**

- Groupe Cédrico Inc. (Price) (A)
- Premier Horticulture Ltée (Rivière-du-Loup) (B)
- Verreault Navigation Inc. (Les Méchins) (A)

**Région 02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean – Total : 4**

- Alcan International Limitée - Centre de recherche R&D Arvida (Jonquière) (A)
- Équipements Sigma inc. (Chicoutimi) (B)
- Groupe-conseil Saguenay Inc. (S)
- Nutrinor, Coopérative agro-alimentaire du Saguenay Lac St-Jean (St-Bruno) (B)

**Région 03 - Québec – Total : 25**

- ABB Bomen Inc. (Québec) (B)
- AFG Industries Ltée (St-Augustin-de-Desmaures) (A)
- Arthur Andersen Inc. (Ste-Foy) (S)
- Biogénie S.R.D.C. Inc. (Ste-Foy) (A)
- Consultants BPR (Québec) (A)
- Compaq Canada Inc. (Division Équipement Digital du Canada (Ste-Foy) (B)
- Cossette Communication-Marketing (Québec) (S)
- Daishowa Inc. (Québec) (A)
- Gespro Informatique Inc. (Ste-Foy) (B)
- Groupe Admari Inc. (Québec) (S)
- Groupe-conseil Génivar Inc. (Québec) (A)
- Industries Maibec Inc. (Ste-Foy) (A)
- Ingénierie Électro-Optique Exfo Inc. (Vanier) (A)
- Iron Mountain Canada Corporation
- J.B. Deschamps Inc. (Beauport) (S)
- L'Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie (Sillery) (S)
- Les Pétroles Irving Inc. (Sillery) (B)
- Les entreprises Julien Inc. (Québec) (B)
- Les laboratoires Aeterna Inc. (Québec) (A)
- NCR Canada Ltée (Ste-Foy) (B)
- Nexinnovations Inc. (Québec) (S)
- Nurun Inc. (Québec) (A)
- Roche Ltée, Groupe-conseil (Ste-Foy) (S)
- S.S.Q. Vie (Ste-Foy) (S)
- Technisol Inc. (Québec) (S)
- Wesco Distribution Canada Inc. (Québec) (B)

**Région 04 - Mauricie-Bois-Francs – Total : 5**

- Corus SEC. A. NOM. REYCAN/Soc. Alum. Reynolds (Cap-de-la-Madeleine) (B)
- Duchesne & Fils Ltée (Yamachiche) (B)
- G.A. Boulet Inc. (St-Tite) (B)
- Groupe HBA, experts-conseils (Drummondville) (S)
- Imprimeries Transcontinental Inc. (Drummondville) (B)

**Région 05 - Estrie – Total : 1**

- Quebecor World Inc. – Quebecor World Magog (Magog) (B)

**Région 06 - Montréal – Total : 77**

- 3M Canada Inc. (Dorval) (B)
- Advantech techniques de pointe pour faisceaux Hertiens Inc. (Montréal) (A)
- Agences de Collection Financières (Internationale) Inc. (Montréal) (S)
- Agra Monenco Québec Inc. (Montréal) (S)
- Aliments Parmalat Inc. – Div. Parmalat Canada (Montréal) (B)
- Axidata Inc. (St-Laurent) (B)
- Banque Nationale du Canada (Montréal) (S)
- BOC Canada Ltée – Division BOC Gaz (Montréal) (B)
- Bower pâtes et papiers Canada Inc. (Avenor) (Montréal) (S)
- Caisse centrale Desjardins (Montréal) (S)
- Canon Canada Inc./Division OE (Montréal) (B)
- Caron Bélanger Ernst & Young (Montréal) (S)
- Cartons St-Laurent Inc. (Montréal) (A)
- Cascades – Groupe papiers fins inc. – Division Cascades Ressources (Montréal) (B)
- Classified Media (Canada) Holding Inc. (Montréal) (B)
- CMC Électronique Inc. (Montréal) (A)
- Cognicase Inc. (Montréal) (S)
- Compagnie de téléphone Bell du Canada/Bell Canada (Montréal) (B)
- Compagnie pétrolière Impériale Ltée (Montréal) (B)
- Courrier Purolator Ltée (St-Laurent) (S)
- Datamark Inc. (Division Lancaster Datamark) (LaSalle) (S)
- Discreet Logic Inc. (Montréal) (A)
- Domtar Inc. (Montréal) (B)
- Donohue Inc. (Montréal) (S)
- Doubletex (Montréal) (B)
- EIS Technologies de l'information inc. (Montréal) (A)
- Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Division Econogros (Montréal) (B)
- Equipement Fédéral Québec Ltée (Dorval) (B)
- Ford du Canada Limitée (Pointe-Claire) (B)
- Goodyear Canada Inc. (St-Laurent) (Québec) (Valleyfield) (B)
- Groupe DMR Inc. (Montréal) (S)
- Groupe LGS Inc. (Montréal) (S)
- Groupe Progestic Inc. (Montréal) (A)
- Hewlett-Packard (Canada) Ltée (Kirkland) (B)
- Hyperchip Inc. (Montréal) (A)
- I.B.M. Canada Ltée (Montréal) (B)
- Inspec-Sol Inc. (Montréal) (A)
- Johnson & Johnson Inc. (Montréal) (A)
- KPMG (Montréal) (S)
- Kruger Inc. (Montréal) (A)
- La Fonderie CSF (Montréal) (A)
- Le Groupe C.G.I. (Montréal) (S)
- Le Groupe SNC-Lavalin Inc. (Montréal) (A)
- Les industries Wajax Limitée (Lachine) (B)
- Les services de gestion Quantum Limitée (Montréal) (S)
- Logidec Inc. (Montréal) (B)
- Médiosolution Inc. (Montréal) (S)
- Métaltek C-Mac Inc. (Dollard-des-Ormeaux) (B)
- Motorola Canada Limitée (St-Laurent) (B)
- Optimal Robotics Corporation (Montréal) (A)
- Pageau Morel & Associés Inc. (Montréal) (S)
- Petro-Canada Inc. (Montréal) (B)
- Philips Electronique Ltée (Montréal) (B)
- Pitney Bowes (St-Laurent) (B)
- Price Waterhouse Coopers (Montréal) (S)

**Région 06 – Montréal ... suite**

- Provigo Distribution Inc. (Montréal) (A)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World Montréal (Montréal) (B)
- RBA Inc. Maintenance d'ordinateurs (St-Laurent) (S)
- Samson Bélair/Deloitte & Touche (Montréal) (S)
- Sécurité Kolossal Inc. (Montréal) (S)
- Serca service alimentaire Inc./Division Novagro (Anjou) (B)
- Shell Canada Limitée (Montréal) (B)
- Société d'informatique Oracle du Québec Inc. (Montréal) (B)
- Sony du Canada Ltée (St-Laurent) (B)
- Stella-Jones Inc. (Montréal) (B)
- Supremex Inc. Division enveloppe Innova (St-Laurent) (B)
- Systématix (Montréal) (S)
- Essentus inc. (Montréal) (A)
- Technologies Nexxlink Inc. (Montréal) (S)
- Tecsuit Holding Inc. (Montréal) (S)
- Telav Inc. (Montréal) (B)
- Ultramar Canada Inc. (Montréal) (B)
- Unisource Canada Inc. (LaSalle) (B)
- Vidéotron Télécom Ltée (Montréal) (B)
- Westburne Québec - Division Nedco (St-Laurent) (B)
- Wood Wyant Inc. (Lachine) (B)
- Xerox Canada Ltée (Dorval) (B)

**Région 08 - Abitibi-Témiscamingue – Total : 6**

- Cambior Inc. (Val d'Or) (A)
- Mines Agnico Eagle Limitée (Cadillac et Joutel) (A)
- Mines Aurizon Inc. (Val d'Or) (A)
- Mines McWatters Inc. (Val d'Or) (A)
- Tembec Inc. (Témiscaming) (A)
- Uniboard Canada Inc. (Val d'Or) (A)

**Région 10 - Nord-du-Québec – Total : 2**

- Ressources Campbell Inc. - Ressources Meston Inc. (Chibougamau) (A)
- Ressources MSV Inc. (Chibougamau) (A)

**Région 11 - Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine – Total : 1**

- Mines Seleine/Division Société canadienne de Sel (Grosse-Ile) (B)

**Région 12 - Chaudière - Appalaches – Total : 15**

- Boulangerie Saint-Méthode Inc. (St-Méthode de Frontenac) (B)
- Desjardins Sécurité financière (Lévis) (S)
- Imprimerie Interglobe Inc. (Beauceville) (B)
- Imprimerie Solisco Inc. (Scott-Jonction) (S)
- IPL Inc. (St-Damien) (B)
- La Chemise Perfection (1978) Inc. (Courcelles) (B)
- Lainages Victor Ltée (St-Victor) (B)
- Maintenance Eureka Ltée (Thetford-Mines) (S)
- Meubles Morigeau Ltée (St-François) (A)
- Montel Inc. (Montmagny) (B)
- Plastiques Gagnon Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World L'Éclaireur (Beauceville) (S)
- Quebecor World Inc. – Quebecor World St-Romuald (St-Romuald) (S)
- Rousseau Métal Inc. (St-Jean-Port-Joli) (B)
- Teknion Roy et Breton (St-Vallier) (B)

**Région 13 - Laval – Total : 8**

- CIMA + Société d'ingénierie (Laval) (S)
- Dessau-Soprin Inc. (Laval) (S)
- Idéal Métal Inc. (Laval) (B)
- Michelin Amérique du Nord (Canada) Inc.(Laval) (B)
- Multi-Markes (Distribution) Inc. (Laval) (B)
- Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée (Laval) (B)
- Sécurité & Investigation Cartier Ltée (Laval) (S)
- Supérieur Propane Inc. (Laval) (B)

**Région 14 - Lanaudière – Total : 1**

- Bridgestone/Firestone Canada Inc. (Joliette) (B)

**Région 15 - Laurentides – Total : 5**

- Bell Helicopter Textron/Division de Textron Canada Ltée (Mirabel) (B)
- Dowty Canada Ltée – Div. Doty Aérospatiale Montréal (St-Janvier) (A)
- General Motors du Canada Ltée (Boisbriand) (B)
- PG Systèmes d'information Div. Programmation Gagnon Inc. (Sainte-Adèle) (B)
- Sonepar Distribution Inc./Division Lumen & Roy Marchand (St-Eustache) (B)

**Région 16 - Montérégie – Total : 23**

- Agropur coopérative agro-alimentaire (Granby) (B)
- Albums DF Ltée (Longueuil) (B)
- Armtec Ltée (B)
- Bois & placages généraux Ltée (Longueuil) (A)
- Bombardier Inc. (St-Bruno) (S)
- Boulangerie Gadoua Ltée (Napierville) (B)
- Cleyn & Tinker Inc. (Huntingdon) (B)
- Corporate Express Produits de bureau inc. (Boucherville) (B)
- Entourage Solutions Technologiques Inc. (Longueuil) (A)
- Entreprises 3-Soft Inc. (Brossard) (A)
- Formulaires et systèmes Moore Ltée (Cowansville) (B)
- Formules d'affaires Data Ltée (Granby) (B)
- Goodfellow Inc. (Delson) (B)
- Groupe Lacasse Inc. (St-Pie-de-Bagot) (B)
- Hyundai Auto Canada Inc. (Bromont) (A)
- Imprimerie Interweb Inc. (Boucherville) (B)
- Lafarge Canada Inc. (St-Constant) (A)
- Matériel Industriel Ltée (Rougemont) (B)
- Montupet Ltée (Rivière-Beaudette) (A)
- Natrel Inc. (Longueuil) (B)
- Relizon Canada Inc. (Boucherville) (B)
- Sico Inc. (Longueuil) (B)
- UNI-SELECT inc. (Boucherville) (B)

**Région 17 – Centre du Québec – Total : 3**

- Consultants Mesar Inc. (Bécancour) (S)
- Fafard & Frères Ltée (Saint-Bonaventure) (B)
- P.H. Vitres d'auto inc (Ste-Perpétue) (B)

22/03/2004

**LISTE DES  
ORGANISMES SOUMIS À LA  
LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI  
DANS DES ORGANISMES PUBLICS**

*Secteurs*

*Municipalités, éducation, santé et services sociaux, sociétés d'État,  
Sociétés de transport, Sûreté du Québec*

*Nombre d'organismes : 618*

*Mise à jour : mars 2004*

## MUNICIPALITÉS

### **Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 2**

- Ville de Rimouski
- Ville de Rivière-du-Loup

### **Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 2**

- Ville d'Alma
- Ville de Saguenay

### **Région 3 – Québec – Total : 1**

- Ville de Québec

### **Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 2**

- Ville de Shawinigan
- Ville de Trois-Rivières

### **Région 5 – Estrie – Total : 2**

- Ville de Magog
- Ville de Sherbrooke

### **Région 6 – Montréal – Total : 1**

- Ville de Montréal

### **Région 7 – Outaouais – Total : 1**

- Ville de Gatineau

### **Région 8 – Abitibi – Total : 3**

- Ville d'Amos
- Ville de Rouyn-Noranda
- Ville de Val-d'Or

### **Région 9 – Côte-Nord – Total : 2**

- Ville de Baie-Comeau
- Ville de Sept-Îles

### **Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 0**

### **Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 0**

### **Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 3**

- Ville de Lévis
- Ville de Saint-Georges
- Ville de Thetford Mines

### **Région 13 – Laval – Total : 1**

- Ville de Laval

### **Région 14 – Lanaudière – Total : 4**

- Ville de Joliette
- Ville de Mascouche
- Ville de Repentigny
- Ville de Terrebonne

**Région 15 – Laurentides – Total : 7**

- Ville de Blainville
- Ville de Boisbriand
- Ville de Deux-Montagnes
- Ville de Mont-Laurier
- Ville de Saint-Eustache
- Ville de Saint-Jérôme
- Ville de Sainte-Thérèse

**Région 16 – Montérégie – Total : 11**

- Ville de Beloeil
- Ville de Chambly
- Ville de Châteauguay
- Ville de Granby
- Ville de Longueuil
- Ville de Saint-Hyacinthe
- Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Ville de Sainte-Julie
- Ville de Salaberry-de-Valleyfield
- Ville de Sorel
- Ville de Vaudreuil-Dorion

**Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 2**

- Ville de Drummondville
- Ville de Victoriaville

## RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

#### Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 14

- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle K.R.T.B.
- Centre hospitalier d'Amqui
- Centre hospitalier régional de Rimouski
- Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent
- Centre Mitissien de santé et services communautaires
- Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup
- CLSC de Matane
- CLSC Rivières et Marées
- CLSC-CHSLD Rimouski-Neigette
- Les CH et CHSLD de Matane
- Les services d'adaptation Osmose
- Réseau de santé et de services sociaux des Basques
- Réseau de santé du Témiscouata
- Réseau Santé Kamouraska

#### Région 2 – Saguenay-lac-Saint-Jean – Total : 12

- Carrefour de la santé et des services sociaux de Jonquière
- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac-St-Jean
- Centre le Jeannois
- Centre Maria-Chapdelaine
- CH-CHSLD-CLSC Cléophas-Claveau
- CHSLD de Chicoutimi
- CLSC des Prés-Bleus
- CLSC du Grand Chicoutimi
- CLSC le Norois
- Complexe hospitalier de la Sagamie
- Hotel-Dieu de Roberval
- Les Centres jeunesse du Saguenay/Lac-Saint-Jean

#### Région 3 – Québec – Total : 22

- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec
- Centre de santé de la Haute-Saint-Charles
- Centre de santé Orléans
- Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.
- Centre hospitalier affilié universitaire de Québec
- Centre hospitalier de Charlevoix
- Centre hospitalier Robert-Giffard
- Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie
- Centre hospitalier universitaire de Québec
- Centre jeunesse de Québec
- CHSLD St-Augustin (VIGI)
- CLSC Basse-Ville-Limoilou-Vanier
- CLSC Charlevoix
- CLSC et CHSLD de Portneuf
- CLSC la Source
- CLSC Sainte-Foy - Sillery - Laurentien

- CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières
- Hôpital Jeffery-Hale
- Hôpital Laval
- Hôpital Ste-Monique Inc.
- Institut de réadaptation en déficience physique de Québec Site Louis-Hébert inc
- Saint Brigid's Home Inc.

**Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 12**

- Carrefour de santé et des services sociaux de la Saint-Maurice
- Centre de réadaptation Interval
- Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
- Centre de service en déficience intellectuelle Mauricie/Centre-du-Québec
- Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie
- Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
- CHSLD Le Trifluvien
- CLSC les Forges
- CLSC-CHSLD Vallée de la Batiscan
- Les Centres jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- Regroupement Cloutier-du-Rivage
- Regroupement de la santé et des services sociaux de la MRC de Maskinongé

**Région 5 – Estrie – Total : 14**

- Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC et CHSLD de la MRC de Coaticook
- Carrefour de la santé et des services sociaux du Val Saint-François
- Carrefour santé du Granit (CH-CHSLD-CLSC)
- Centre d'accueil Dixville Inc.
- Centre de réadaptation Estrie Inc.
- Centre d'hébergement et soins de longue durée Estriade
- Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
- Centre jeunesse de l'Estrie
- Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) Inc.
- CLSC de la région Sherbrookoise
- CLSC-CH et d'hébergement Memphrémagog
- CLSC-CHSLD du Haut-Saint-François
- Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke
- Les CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos

**Région 6 – Montréal – Total : 109**

- Association Montréalaise pour les aveugles
- Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger
- Centre d'accueil Father Dowd
- Centre d'accueil La Salle
- Centre d'accueil Louis Riel
- Centre d'accueil Réal Morel
- Centre d'accueil Saint-Margaret
- Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin
- Centre d'hébergement Le Royer
- Centre d'hébergement Saint-Georges
- Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
- Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
- Centre de réadaptation Gabrielle Major
- Centre de réadaptation Lisette-Dupras
- Centre de soins prolongés Grace-Dart
- Centre Dollard-Cormier
- Centre hospitalier Angrignon
- Centre hospitalier de l'université de Montréal

- Centre hospitalier de Lachine
- Centre hospitalier de Lasalle
- Centre hospitalier de St. Mary
- Centre hospitalier Fleury
- Centre hospitalier Jacques-Viger
- Centre hospitalier Richardson
- Centre hospitalier Saint-Michel
- Centre le Cardinal Inc.
- Centre Mackay
- Centre Miriam
- Centre universitaire de santé McGill
- Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw
- CHSLD Bayview Inc.
- CHSLD Biermans-Triest
- CHSLD Bourget Inc.
- CHSLD Centre-Ville de Montréal
- CHSLD Champlain - Manoir de Verdun
- CHSLD-CLSC Nord de l'Île
- CHSLD-CLSC Saint-Laurent
- CHSLD Dollard-des-Ormeaux (VIGI)
- CHSLD Émilie-Gamelin, Armand Lavergne
- CHSLD juif de Montréal
- CHSLD Les Havres
- CHSLD Lucille-Teasdale
- CHSLD Mont-Royal (VIGI)
- Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles
- CLSC Ahuntsic
- CLSC Côte-des-Neiges
- CLSC des Faubourgs
- CLSC du Plateau Mont-Royal
- CLSC du Vieux LaChine
- CLSC Hochelaga-Maisonneuve
- CLSC La Petite Patrie
- CLSC Lac Saint-Louis
- CLSC Mercier-Est/Anjou
- CLSC Métro
- CLSC Montréal-Nord
- CLSC NDG / Montréal-Ouest
- CLSC Olivier-Guimond
- CLSC Park Extension
- CLSC Pierrefonds
- CLSC René-Cassin
- CLSC Rivière-des-Prairies
- CLSC Saint-Léonard
- CLSC Saint-Louis-du-Parc
- CLSC Saint-Michel
- CLSC St-Henri
- CLSC Verdun / Côte Saint-Paul
- CLSC Villeray
- CLSC-CHSLD de Rosemont
- CLSC-CHSLD Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est
- Corporation du centre de réadaptation Lucie-Bruneau
- Corporation du centre hospitalier gériatrique Maimonides
- Foyer Rousselot
- Hôpital de réadaptation Lindsay
- Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis

- Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
- Hôpital chinois de Montréal
- Hôpital Douglas
- Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal
- Hôpital général du Lakeshore
- Hôpital Jean-Talon
- Hôpital Louis-H. Lafontaine
- Hôpital Maisonneuve-Rosemont
- Hôpital Marie-Clarac des Soeurs Charité de Sainte-Marie (1995) Inc.
- Hôpital Mont-Sinai
- Hôpital Rivière-des-Prairies
- Hôpital Sainte-Justine
- Hôpital Santa Cabrini
- Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
- Institut Canadien-Polonais du Bien-être Inc.
- Institut de cardiologie de Montréal
- Institut de réadaptation de Montréal
- Institut Philippe-Pinel de Montréal
- Institut Raymond-Dewar
- Institut universitaire de gériatrie de Montréal
- Les Centres jeunesse de Montréal
- Les CHSLD de mon Quartier
- Les CHSLD du Plateau Mont-Royal
- Les CHSLD Lachine, Nazaire-Piché et Foyer Dorval
- Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain
- Manoir Cartierville
- Petites soeurs des pauvres (ma maison Saint-Joseph)
- Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.
- Résidence Angelica
- Résidence Berthiaume-Du-Tremblay
- Résidence Yvon-Brunet
- Résidences Mance-Decary (CHSLD)
- Services de réadaptation l'Intégrale
- Villa Médica Inc.
- Vigi Reine-Élizabeth

**Région 7 – Outaouais – Total : 18**

- Centre de réadaptation la Ressource
- Centre d'hébergement Champlain-Gatineau
- Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais
- Centre hospitalier Gatineau Memorial
- CH-CHSLD de Papineau
- CHSLD de Hull
- CLSC de Hull
- CLSC de la Vallée de la Lièvre
- CLSC et CHSLD de Gatineau
- CLSC et CHSLD Grande-Rivière
- CLSC-CH-CHSLD des Forestiers
- CLSC-CHSLD de la Petite-Nation
- CLSC-CHSLD des Collines
- Corporation du centre hospitalier Pierre-Janet
- Le CLSC, le CHSLD et le centre hospitalier du Pontiac
- Les Centres jeunesse de l'Outaouais
- Pavillon du Parc Inc.
- Vigi de l'Outaouais

**Région 8 – Abitibi – Total : 12**

- Centre de réadaptation la Maison
- Centre de santé Sainte-Famille
- Centre de santé Vallée-de-l'Or
- Centre hospitalier Hotel-Dieu d'Amos
- Centre hospitalier Rouyn-Noranda
- Centre hospitalier Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux
- CH de soins psychiatriques de l'Abitibi-Témiscamingue
- Clair Foyer inc.
- CLSC le Partage des Eaux
- Le CLSC et le CHSLD les Eskers
- Maison Pie XII
- Réseau santé et services sociaux des Aurores Boréales

**Région 9 – Côte-Nord – Total : 8**

- Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord
- Centre de santé de la Basse Côte-Nord
- Centre de santé de La Minganie
- Centre de santé des Nord-Côtières
- Centre hospitalier régional Baie-Comeau
- Centre hospitalier régional de Sept-Îles
- CLSC - Centre de santé des Sept Rivières
- CLSC et centre d'hébergement de Manicouagan

**Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 4**

- Centre de santé Inuulitsivik
- Centre de santé Tulattavik de l'Ungava
- Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
- Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James

**Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 12**

- Centre de réadaptation de la Gaspésie
- Centre de santé de la Haute-Gaspésie
- Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs
- Centre hospitalier de Chandler
- Centre hospitalier de Gaspé
- Centre hospitalier de l'Archipel
- CLSC - CHSLD Baie-des-Chaleurs
- CLSC des Îles
- CLSC et CHSLD Pabok
- CLSC Malauze
- CLSC Mer et Montagnes
- Le Centre jeunesse Gaspésie / Les Îles

**Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 21**

- Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.
- Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) Chaudière-Appalaches
- Centre de santé des Etchemins
- Centre hospitalier Beauce-Etchemin
- Centre hospitalier de la région de l'Amiante
- CH de l'Assomption (Saint-Georges de Beauce) Inc.
- CHSLD de l'Amiante
- CLSC Beauce-Centre
- CLSC et CHSLD de la MRC de L'Islet
- CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière
- CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny

- CLSC et CHSLD de la MRC Desjardins
- CLSC Frontenac
- CLSC la Guadeloupe
- Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert
- Cratca et CHSLD de Beauce
- Hotel-Dieu de Lévis
- Hotel-Dieu de Montmagny
- Les Centres jeunesse Chaudière-Appalaches
- Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse
- Les CLSC et CHSLD de la MRC de la Nouvelle-Beauce

**Région 13 – Laval – Total : 14**

- Centre de réadaptation Normand-Laramée
- Centre hospitalier ambulatoire de Laval
- Centre jeunesse de Laval
- CHSLD l'Orchidée Blanche
- CHSLD Saint-Jude Inc.
- Cité de la santé de Laval
- CLSC des Mille-Iles
- CLSC et CHSLD du Marigot
- CLSC-CHSLD du Ruisseau-Papineau
- CLSC-CHSLD Sainte-Rose de Laval
- Hôpital juif de réadaptation
- Les centres gériatriques le Bel Age Inc.
- Les CHSLD Laval
- Manoir Saint-Patrice Inc.

**Région 14 – Lanaudière – Total : 14**

- Carrefour de la santé et services sociaux de Matawinie
- Centre de réadaptation la Myriade
- Centre de réadaptation le Bouclier
- Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur
- Centre hospitalier régional de Lanaudière
- CHSLD de la Côte Boisée
- CHSLD le Château Inc.
- CLSC - CHSLD - Meilleur
- CLSC - CHSLD d'Autray
- CLSC de Joliette
- CLSC Lamater
- CLSC-CHSLD Montcalm
- Les Centres jeunesse de Lanaudière
- Vigi Yves Blais

**Région 15 – Laurentides – Total : 18**

- Centre du Flores
- Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle
- Centre hospitalier Laurentien
- Centre hospitalier Saint-Eustache
- CHSLD Drapeau Deschambault
- CLSC - CHSLD des Pays-d'en-Haut
- CLSC Arthur-Buies
- CLSC des Hautes-Laurentides
- CLSC Jean-Olivier-Chénier
- CLSC Thérèse-de-Blainville
- CLSC-CHSLD des Trois Vallées
- Établissement de santé d'Argenteuil

- Hotel-Dieu de Saint-Jérôme
- Les centres jeunesse des Laurentides
- Les CHSLD de la Rive et de Mirabel
- Les CHSLD de la Rivière du Nord
- Pavillon Sainte-Marie Inc.
- Québec Inc. (CHSLD Villa Soleil)

**Région 16 – Montérégie – Total : 43**

- Centre d'accueil Marcelle-Ferron inc.
- Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay
- Centre hospitalier Anna-Laberge
- Centre hospitalier de Granby
- Centre hospitalier du Comté de Huntingdon
- Centre hospitalier Pierre-Boucher
- Centre hospitalier régional du Suroit
- Centre montérégien de réadaptation
- Centre Rouville
- CHSLD de la MRC de Champlain
- CHSLD de Longueuil
- CHSLD du Bas-Richelieu
- CHSLD du Littoral
- CHSLD Montérégie (VIGI)
- CHSLD Trèfle d'Or
- CLSC - CHSLD des Maskoutains
- CLSC Châteauguay
- CLSC des Seigneuries
- CLSC du Havre
- CLSC du Richelieu
- CLSC Katéri
- CLSC La Presqu'île
- CLSC Longueuil-Est
- CLSC Longueuil-Ouest
- CLSC Saint-Hubert
- CLSC Samuel de Champlain
- CLSC Seigneurie de Beauharnois
- CLSC/CHSLD de la Haute-Yamaska
- CLSC/CHSLD de la Vallée du Richelieu
- Hôpital Barrie-Memorial
- Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins
- Hôpital Charles-LeMoine
- Hôpital du Haut-Richelieu
- Hotel-Dieu de Sorel
- Institut Nazareth et Louis Braille
- Le Regroupement des CHSLD des Trois Rives
- Les centres Butters-Savoy et Horizon
- Les centres du Haut Saint-Laurent (CHSLD)
- Les Centres jeunesse de la Montérégie
- Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts
- Les CLSC et CHSLD de la Pommeraie
- Les services de réadaptation du Sud-Ouest et du Renfort
- Réseau santé Richelieu - Yamaska

**Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 9**

- Centre de santé Nicolet-Yamaska
- CHSLD Coeur-du-Québec
- CHSLD Ermitage de la MRC d'Arthabaska
- CLSC Drummond
- CLSC Suzor-Côté
- CLSC-CHSLD de l'Érable
- Hôpital Ste-Croix
- Hotel-Dieu d'Arthabaska
- Le CLSC et le CHSLD les Blés d'Or

**RÉGIES RÉGIONALES**

**Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

**Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay -Lac-Saint-Jean

**Région 3 – Québec – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec

**Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

**Région 5 – Estrie – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie

**Région 6 – Montréal – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre

**Région 7 – Outaouais – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

**Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

**Région 13 – Laval – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval

**Région 14 – Lanaudière – Total : 1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière

**Région 15 – Laurentides – Total :1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides

**Région 16 – Montérégie – Total :1**

- Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie

## RÉSEAU DE L'ÉDUCATION

### CÉGEPS

#### Région 1 – Bas Saint-Laurent – Total : 4

- Cégep de La Pocatière
- Cégep de Matane
- Cégep de Rimouski
- Cégep de Rivière-du-Loup

#### Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 4

- Collège d'Alma
- Cégep de Chicoutimi
- Cégep de Jonquière
- Cégep de Saint-Félicien

#### Région 3 – Québec – Total : 3

- Collège de Limoilou
- Cégep de Sainte-Foy
- Collège François-Xavier-Garneau

#### Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 2

- Cégep de Trois-Rivières
- Collège Shawinigan

#### Région 5 – Estrie – Total : 2

- Champlain Regional College
- Collège de Sherbrooke

#### Région 6 – Montréal – Total 12

- Cégep André-Laurendeau
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep du Vieux-Montréal
- Collège Gérard-Godin
- Cégep Marie-Victorin
- Collège Ahuntsic
- Collège de Bois-de-Boulogne
- Collège de Maisonneuve
- Collège de Rosemont
- Dawson College
- John Abbott College
- Vanier College

#### Région 7 – Outaouais – Total : 2

- Collège de l'Outaouais
- Heritage College

#### Région 8 – Abitibi – Total : 1

- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

**Région 9 – Côte-Nord – Total : 2**

- Cégep de Baie-Comeau
- Cégep de Sept-Îles

**Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 0**

**Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 1**

- Cégep de la Gaspésie et des Îles

**Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 3**

- Cégep Beauce-Appalaches
- Collège de la région de l'Amiante
- Cégep de Lévis-Lauzon

**Région 13 – Laval – Total : 1**

- Collège Montmorency

**Région 14 – Lanaudière – Total : 1**

- Cégep régional de Lanaudière

**Région 15 – Laurentides – Total : 2**

- Cégep de Saint-Jérôme
- Collège Lionel-Groulx

**Région 16 – Montérégie – Total : 6**

- Cégep de Granby Haute-Yamaska
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de Sorel-Tracy
- Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
- Collège de Valleyfield
- Collège Édouard-Montpetit

**Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 2**

- Cégep de Drummondville
- Cégep de Victoriaville

**COMMISSIONS SCOLAIRES**

**Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 4**

- Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
- Commission scolaire des Monts-et-Marées
- Commission scolaire des Phares
- Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs

**Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 4**

- Commission scolaire de la Jonquière
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

**Région 3 – Québec – Total : 6**

- Commission scolaire Central Québec
- Commission scolaire de Charlevoix
- Commission scolaire de Portneuf
- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire des Découvreurs

**Région 4 – Mauricie-Bois-francs – Total : 2**

- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy

**Région 5 – Estrie – Total : 4**

- Commission scolaire Eastern Townships
- Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
- Commission scolaire des Sommets
- Commission scolaire des Hauts-Cantons

**Région 6 – Montréal – Total : 5**

- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
- Commission scolaire de Montréal
- Commission scolaire English-Montréal
- Commission scolaire Lester-B.-Pearson
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

**Région 7 – Outaouais – Total : 5**

- Commission scolaire au Coeur-des-Vallées
- Commission scolaire des Draveurs
- Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
- Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
- Commission scolaire Western Québec

**Région 8 – Abitibi – Total : 5**

- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
- Commission scolaire de Rouyn-Noranda
- Commission scolaire du Lac-Abitibi
- Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
- Commission scolaire Harricana

**Région 9 – Côte-Nord – Total : 4**

- Commission scolaire de l'Estuaire
- Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
- Commission scolaire du Fer
- Commission scolaire du Littoral

**Région 10 – Nord-du-Québec – Total : 1**

- Commission scolaire de la Baie James

**Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Total : 4**

- Commission scolaire des Chics-Chocs
- Commission scolaire des Îles
- Commission scolaire Eastern Shores
- Commission scolaire René-Lévesque

**Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 4**

- Commission scolaire de la Côte-du-Sud
- Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
- Commission scolaire de l'Amiante
- Commission scolaire des Navigateurs

**Région 13 – Laval – Total : 2**

- Commission scolaire de Laval
- Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

**Région 14 – Lanaudière – Total : 2**

- Commission scolaire des Affluents
- Commission scolaire des Samares

**Région 15 – Laurentides – Total : 4**

- Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
- Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- Commission scolaire des Laurentides
- Commission scolaire Pierre-Neveu

**Région 16 – Montérégie – Total : 11**

- Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
- Commission scolaire de Sorel-Tracy
- Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire des Hautes-Rivières
- Commission scolaire des Patriotes
- Commission scolaire des Trois-Lacs
- Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- Commission scolaire Marie-Victorin
- Commission scolaire New Frontiers
- Commission scolaire Riverside

**Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 3**

- Commission scolaire de la Riveraine
- Commission scolaire des Bois-Francs
- Commission scolaire des Chênes

**INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PRIVÉES**

**Région 3 – Québec – Total : 2**

- Collège Mérici
- Campus Notre-Dame-de-Foy

**Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 1**

- Collège Lafèche

**Région 6 – Montréal – Total : 3**

- Collège André-Grasset
- Collège Lasalle
- Collège Marianopolis

**INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PRIVÉES**

**Région 3 – Québec – Total : 4**

- Collège Jésus-Marie de Sillery
- Collège Saint-Charles-Garnier
- Le Petit Séminaire de Québec
- Séminaire Saint-François

**Région 5 – Estrie – Total : 1**

- Séminaire de Sherbrooke

**Région 6 – Montréal – Total : 18**

- Académie Solomon Schechter
- Collège Charlemagne inc.
- Collège Jean-De-Brébeuf
- Collège Marie de France
- Collège Mont-Saint-Louis
- Collège Notre-Dame du Sacré-Cœur
- Collège Regina Assumpta
- Collège Sainte-Marcelline
- Collège Stanislas
- Ecole Maïmonide
- École Marie-Clarac
- École Peter Hall inc.
- École Selwyn House
- École Vanguard Québec Itée
- Les Écoles juives populaires et les Écoles Peretz
- Lower Canada College
- Talmud Torahs Unis de Montréal Inc.
- Villa Maria

**Région 12 – Chaudières-Appalaches – Total : 1**

- Collège de Lévis

**Région 13 – Laval – Total : 1**

- Collège Laval

**Région 14 – Lanaudière – Total : 2**

- Collège de l'Assomption
- Collège Saint-Sacrement

**Région 15 – Laurentides – Total : 2**

- Académie Lafontaine
- Académie Sainte-Thérèse

**Région 16 – Montérégie – Total : 4**

- Collège Bourget
- Collège Charles-Lemoyne
- Collège Durocher Saint-Lambert
- Collège Jean de-la-Mennais

**INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEUR**

**Région 1 – Bas-Saint-Laurent – Total : 1**

- Université du Québec à Rimouski

**Région 2 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1**

- Université du Québec à Chicoutimi

**Région 3 – Québec – Total : 5**

- École nationale d'administration publique
- Institut national de la recherche scientifique
- Télé-université
- Université du Québec (siège social)
- Université Laval

**Région 4 – Mauricie-Bois-Francs – Total : 1**

- Université du Québec à Trois-Rivières

**Région 5 – Estrie – Total : 2**

- Université Bishop's
- Université de Sherbrooke

**Région 6 – Montréal – Total : 7**

- École de technologie supérieure
- École des Hautes Études Commerciales de Montréal
- École Polytechnique de Montréal
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université McGill

**Région 7 – Outaouais – Total : 1**

- Université du Québec en Outaouais

**Région 8 – Abitibi – Total : 1**

- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

## SOCIÉTÉS D'ÉTAT

### Région 3 – Québec – Total : 7

- Centre de recherche industrielle du Québec
- Institut national de santé publique du Québec
- Musée de la civilisation
- Musée du Québec
- Société des établissements de plein-air du Québec
- Société des traversiers du Québec
- Société immobilière du Québec

### Région 6 – Montréal – Total : 15

- Bibliothèque nationale du Québec
- Caisse de dépôt et de placement du Québec
- Commission de la construction du Québec
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Corporation d'Urgences-Santé de la région Montréal métropolitain
- Héma-Québec
- Hydro-Québec
- Investissement-Québec
- Société de la Place des arts de Montréal
- Société des alcools du Québec
- Société des loteries du Québec
- Régie des installations olympiques
- Société de télédiffusion du Québec
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société générale de financement du Québec

### Région 17 – Centre-du-Québec – Total : 1

- École nationale de police du Québec

## **SOCIÉTÉS DE TRANSPORT**

### **Région 22 – Saguenay-Lac-Saint-Jean – Total : 1**

- Société des transports du Saguenay

### **Région 3 – Québec – Total : 1**

- Société de transport de Québec

### **Région 5 – Estrie – Total : 1**

- Société de transport de Sherbrooke

### **Région 6 – Montréal – Total : 1**

- Société de transport de Montréal

### **Région 13 – Laval – Total : 1**

- Société de transport de Laval

### **Région 16 – Montérégie – Total : 1**

- Réseau de transport de Longueuil

## **SÛRETÉ DU QUÉBEC**

### **Région 6 – Montréal – Total : 1**

- Quartier général - Sûreté du Québec

---

**71. Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logement privé au problème de la discrimination ethnique**

---

- La Commission a mené, auprès des associations de propriétaires, une campagne d'information afin de les sensibiliser aux motifs de discrimination dans le logement.
- Le président et le vice-président ont rencontré les principales associations de propriétaires du Québec : la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) qui compte plus de 9 000 membres et l'Association des propriétaires d'appartements du Grand Montréal (APAGM) qui réunit les propriétaires d'immeubles de 100 logements et plus.
- La Commission a fait parvenir une lettre d'information à chacun des membres de ces associations. Nous leur avons également envoyé un dépliant intitulé *Guide anti-discrimination pour louer un logement* et un cédérom sur le même thème.
- La Commission a poursuivi cette démarche en assurant la présence du vice-président M Roger Lefebvre et de la directrice des communications, Mme Ginette L'Heureux à la journée annuelle de réflexion sur le logement. Au cours de cet important événement, la Commission a pu exposer les faits et répondre aux questions des membres de l'APAGM.
- La Commission participe également au « comité de suivi » coordonné par la Société d'habitation du Québec et mis sur pied dans le cadre du déploiement des mesures d'urgence en matière de logement. Ce comité est formé des représentants :
  - des ministères de l'Habitation et de l'Emploi et de la Solidarité;
  - des grandes villes;
  - des offices municipaux d'habitation;
  - de la Sécurité civile;
  - de la Société d'habitation;
  - du FRAPRU;
  - de la Régie du logement;
  - de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- La Commission a créé un comité logement et un service d'urgence. Ce service permet aux personnes à qui l'on refuse un logement par discrimination de porter plainte à la Commission. Un service rapide est à leur disposition : une intervention de médiation peut être entreprise auprès du propriétaire en cause, afin de l'amener à reconsidérer sa décision.
- Mise à contribution des médias écrits et électroniques.

**72. Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2003-2004. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même**

Au cours de la période s'étalant du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a reçu 2 638 demandes de toutes natures relativement à son mandat Jeunesse. De celles-ci, 311 étaient retenues à titre de demandes d'enquête et ont par conséquent été transmises à un professionnel pour qu'il en effectue la recevabilité.

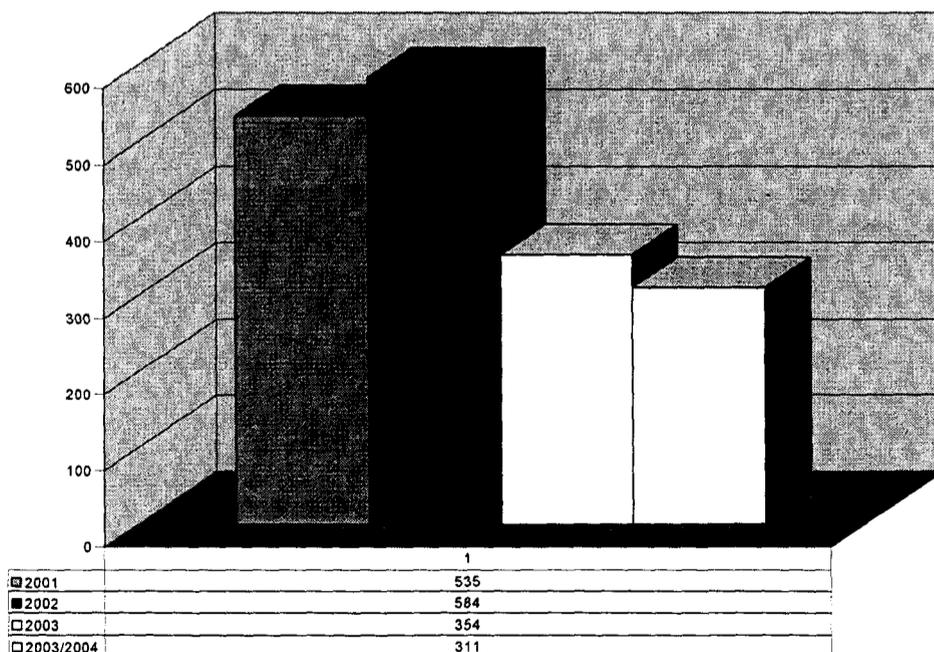
Le tableau qui suit donne la répartition de ces demandes selon le motif d'insatisfaction auquel elles font référence.

Situations	2003/2004	2002/2003
Qualité des services de prise en charge	120	121
Lieu d'hébergement approprié	28	32
Services dans les ressources d'hébergement	39	39
Autres motifs	25	37
Droit de communiquer	20	23
Décision du DPJ	32	33
Délai ou absence de services	15	18
Qualité de l'évaluation	13	16
<b>TOTAL</b>	<b>292<sup>1</sup></b>	<b>319</b>

Il faut souligner l'investissement important de la Commission dans une dizaine d'enquêtes à caractère systémique qui touchent environ 800 enfants soumis à l'application de la *Loi sur la protection de la jeunesse*, pour une partie importante hébergés en centre de réadaptation. Cette approche systémique a un impact significatif sur les statistiques, notamment quant au nombre de dossiers d'enquête ouverts au cours de la période de référence.

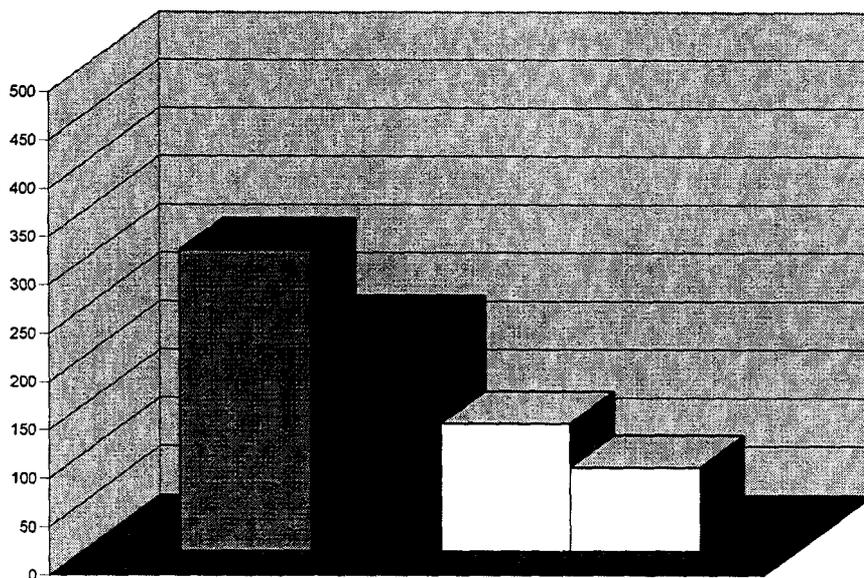
Les tableaux qui suivent permettent, sur une base annuelle, une comparaison entre les statistiques des dernières années et celles pour la période s'étalant du 1<sup>er</sup> avril 2003 au 31 mars 2004. Ils concernent le nombre de demandes d'enquête reçues, du nombre de dossiers d'enquête ouverts et finalement, du nombre de dossiers déposés auprès des membres de la Commission pour décision.

DEMANDES D'ENQUÊTE - JEUNESSE



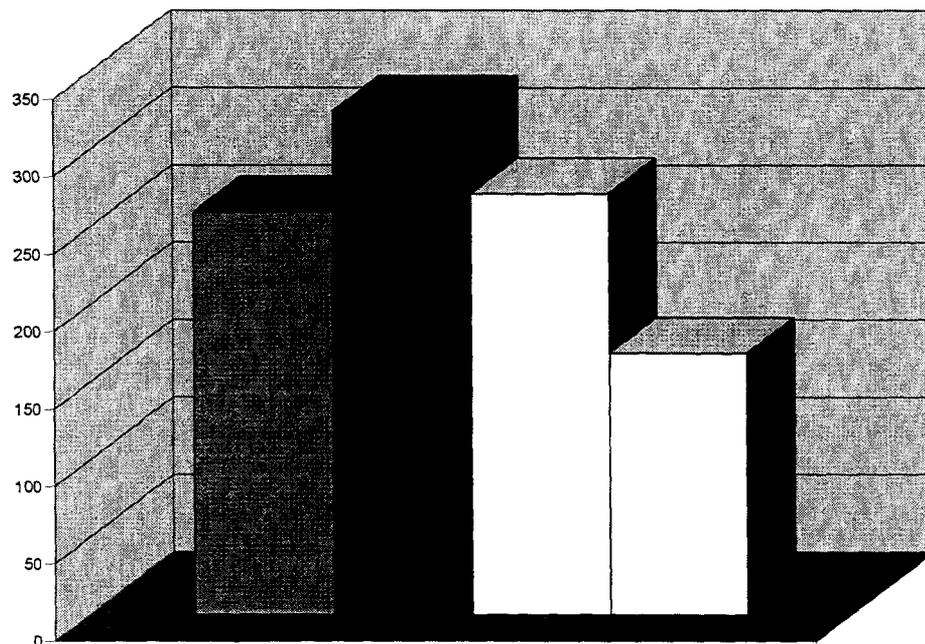
<sup>1</sup> Le traitement d'un certain nombre de dossiers n'ayant pas été terminé pendant la période de référence, la saisie informatique du motif d'insatisfaction n'a pu être effectuée, ce qui explique la différence entre ce chiffre et le nombre de demandes reçues (311).

**DOSSIERS OUVERTS - JEUNESSE**



2001	312
2002	231
2003	132
2003/2004	87

**DOSSIERS DÉPOSÉS - JEUNESSE**



2001	260
2002	325
2003	272
2003-2004	169

*Ces tableaux font état du nombre d'enquêtes en cours et ne tiennent pas compte des dossiers dits systémiques qui touchent plusieurs citoyens pour un seul dossier d'enquête comptabilisé*

---

**73. Liste des recommandations et/ou avis de la Commission aux ministères et organismes en 2003-2004 et suivi apporté**

---

- |  |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"><li>1. Suivi en cours</li><li>2. Recommandation(s) suivie(s) en tout ou en partie</li><li>3. Recommandation(s) non suivie(s)</li></ol> |
|--|

- Analyse du document de travail intitulé *Lignes directrices permettant d'établir un régime particulier de protection de la jeunesse pour les Autochtones* 1
  - Envoi le 25 septembre 2004  
*Ministère de la Santé et des Services sociaux*

---

**74. Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2003-2004**

---

Voir le tableau ci-joint

## Liste des envois aux ministres 1er avril 2003 au 30 mars 2004

No de Demande :	Nom de l'enfant :	Date du Comité :	Date de la Conclusion :	Date de l'envoi au Ministre :	Ministre, ministère
	<b>Val-du-Lac</b> 2001-0056, 2001-0111, 2001-0178, 2001-0228, 2001-0230, 2001-0234, 2001-0237, 2001-0256, 2001-0258 et 2001-0403.	11 avril 2003	11 avril 2003	29 mai 2003	<b>M. Philippe Couillard</b> , ministre de la Santé et aux Services sociaux
2001-0024	<b>Montérégie</b>	1 et 2 mai 2003	Juin 2003	6 août 2003	<b>M. Jean Charest</b> , premier ministre <b>Mme Michelle Courchesne</b> , ministre, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration <b>M. Philippe Couillard</b> , ministre de la Santé et des Services sociaux <b>M. Jean-Marc Fournier</b> , ministre responsable de la Montérégie, ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
2002-0090 2002-0057  2002-0359 2002-0588	<b>Lanaudière</b>	Plusieurs 2003	12-2003	19 déc. 2003  15 janvier 2004 20 janvier 2004	<b>M. Philippe Couillard</b> , ministre de la Santé et des Services sociaux <b>M. Jean Charest</b> , premier ministre  <b>M. Philippe Couillard</b> , ministre de la Santé et des Services sociaux  <b>Mme Michelle Courchesne</b> , ministre, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
2002-0331	Dossier individuel	15-01-04	15-01-04	03-02-04	<b>M. Philippe Couillard</b> , ministre de la Santé et des Services sociaux

---

## 75. Délai moyen de traitement des plaintes pour 2003-2004

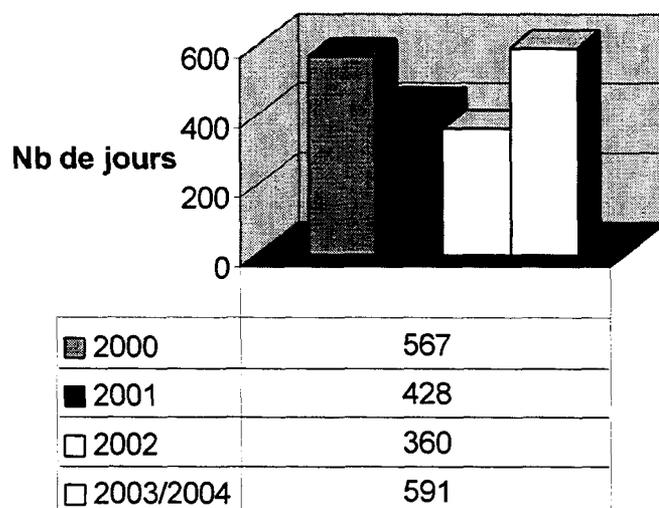
---

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse s'est engagée dans sa Déclaration de services aux citoyens à traiter les dossiers en matière Jeunesse à l'intérieur d'un délai de 6 mois.

Le tableau qui suit démontre en partie les efforts déployés depuis l'an 2000 afin d'atteindre les objectifs fixés en termes de délais de traitement des plaintes. En effet, si la réduction des délais en matières de droit de la jeunesse était significative au cours des dernières années, une augmentation de ces délais au cours de la dernière période de référence assombrit ce portrait.

Par ailleurs, il faut savoir qu'un travail important a été effectué au cours de cette dernière période afin de traiter en priorité les dossiers dits « vieillis ». Le traitement de ces dossiers a naturellement entraîné une augmentation du délai moyen.

**DÉLAIS MOYENS D'ENQUÊTE JEUNESSE -  
FERMETURES**



76. Effectifs pour 2003-2004 et prévisions 2004-2005, postes occupés et nature du travail

CATÉGORIE D'EMPLOI	Effectifs permanents 2003-2004	Effectifs en place au 31 mars 2004 (postes occupés)
<b>CADRES</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>PROFESSIONNELS</b>		
Analyste de la gestion et des procédés administratifs	1	1
Agent d'éducation	5	5
Agent d'information	5	4
Agent de coopération	4	3
Bibliothécaire	1	1
Conseiller en P.A.E.	18	16
Coord. des P.A.E.	1	1
Enquêteur-médiateur	15	14
Représentant régional	24	23
Chercheur	3	3
Chercheur juridique	0	0
Coord. de recherche	1	1
Analyste en informatique	2	2
Secrétaire adjoint	2	2
Conseiller en G.R.H.	1	1
Conseiller juridique	11	11
Adjoint au Président	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>95</b>	<b>89</b>
<b>TECHNICIENS ET EMPLOYÉ/E/S DE BUREAU</b>		
Chargé de service	6	6
Commis de bureau	4	4
Secrétaire	22	20
Téléphoniste-réceptionniste	2	2
Bibliotechnicien	1	1
Technicien en administration	8	8
Technicien en personnel	1	1
Technicien en information	5	5
Technicien en informatique	1	1
Technicien arts grap. et appliqués	1	1
Technicien en recherche	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>52</b>	<b>50</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>157</b>	<b>149</b>